



Fin des quotas laitiers et diversité des modèles de filières laitières



Plan de la conférence – SPACE 2012

1- Perspectives pour les marchés laitiers et quelques enjeux de la future PAC

Vincent CHATELLIER - *INRA, Nantes*

2- La diversité des relations contractuelles après 2015

Gérard YOU - *Institut de l'Elevage, Paris*

3- Les exploitations laitières de l'Ouest dans la diversité française et européenne

Christophe PERROT - *Institut de l'Elevage, Paris*

4- La spécialisation des exploitations laitières est-elle inéluctable ?

Baptiste LELYON - *Institut de l'Elevage, Paris* ; Vincent CHATELLIER - *INRA, Nantes*

1- Perspectives pour les marchés laitiers et quelques enjeux de la future PAC



Vincent CHATELLIER - *INRA, Nantes*

1-1- Perspectives pour les marchés laitiers

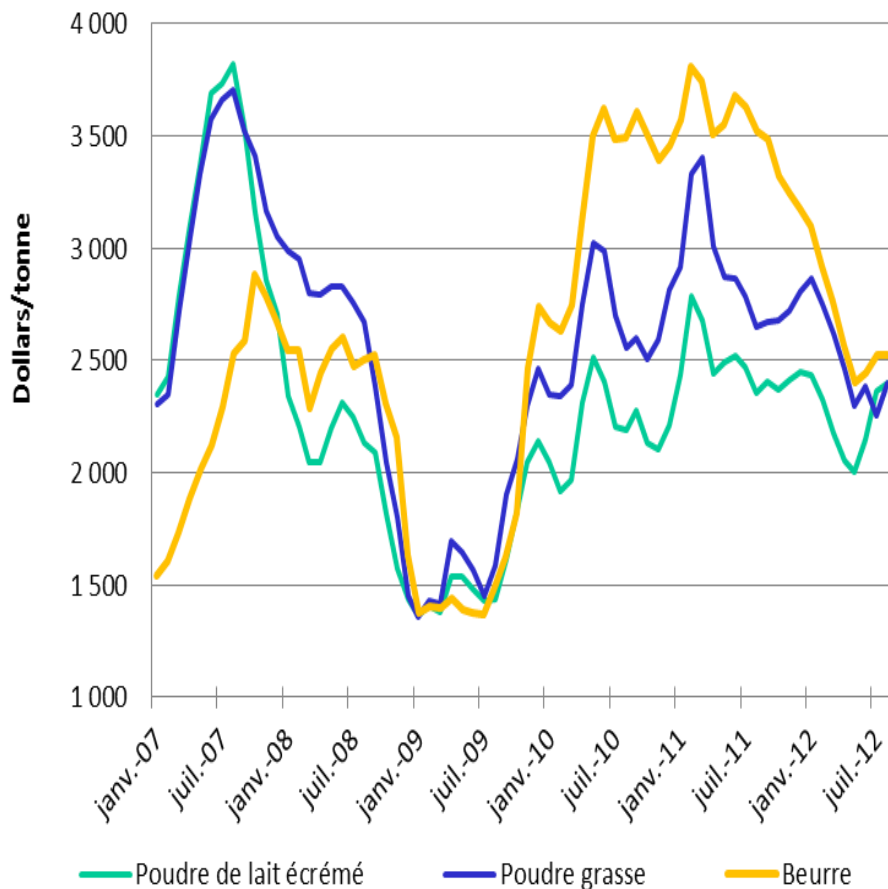
Vers de nouvelles stratégies pour la France ?



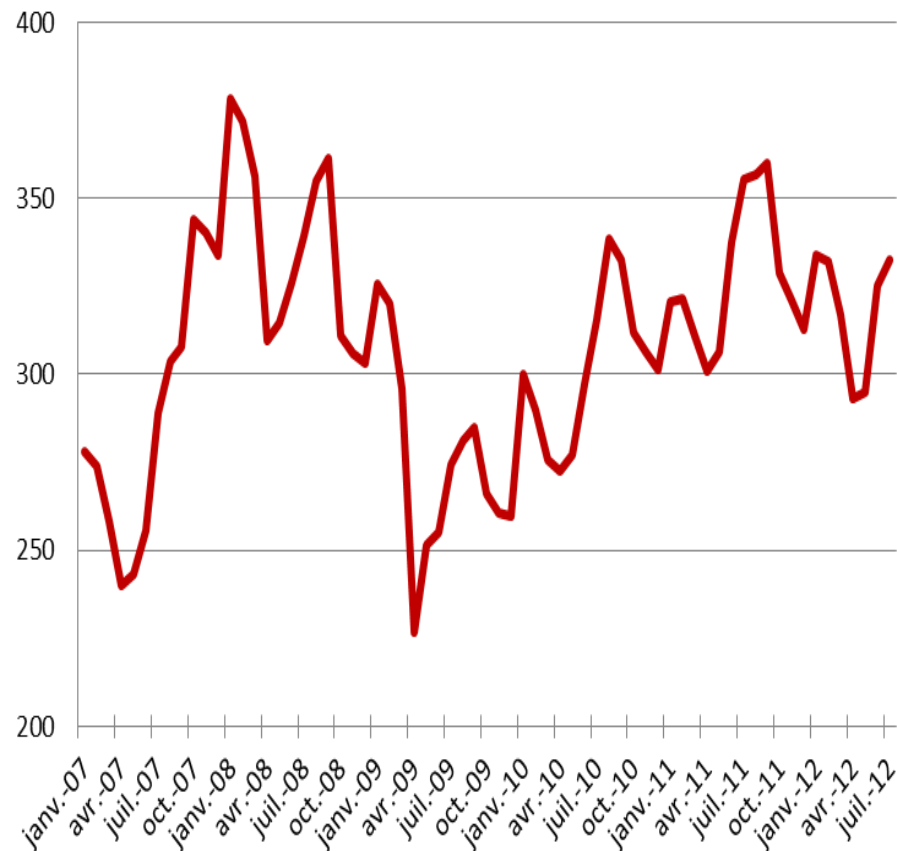
La volatilité des prix dans le secteur laitier

Evolution entre 2007 et 2012

Cotations des produits industriels sur le marché mondial



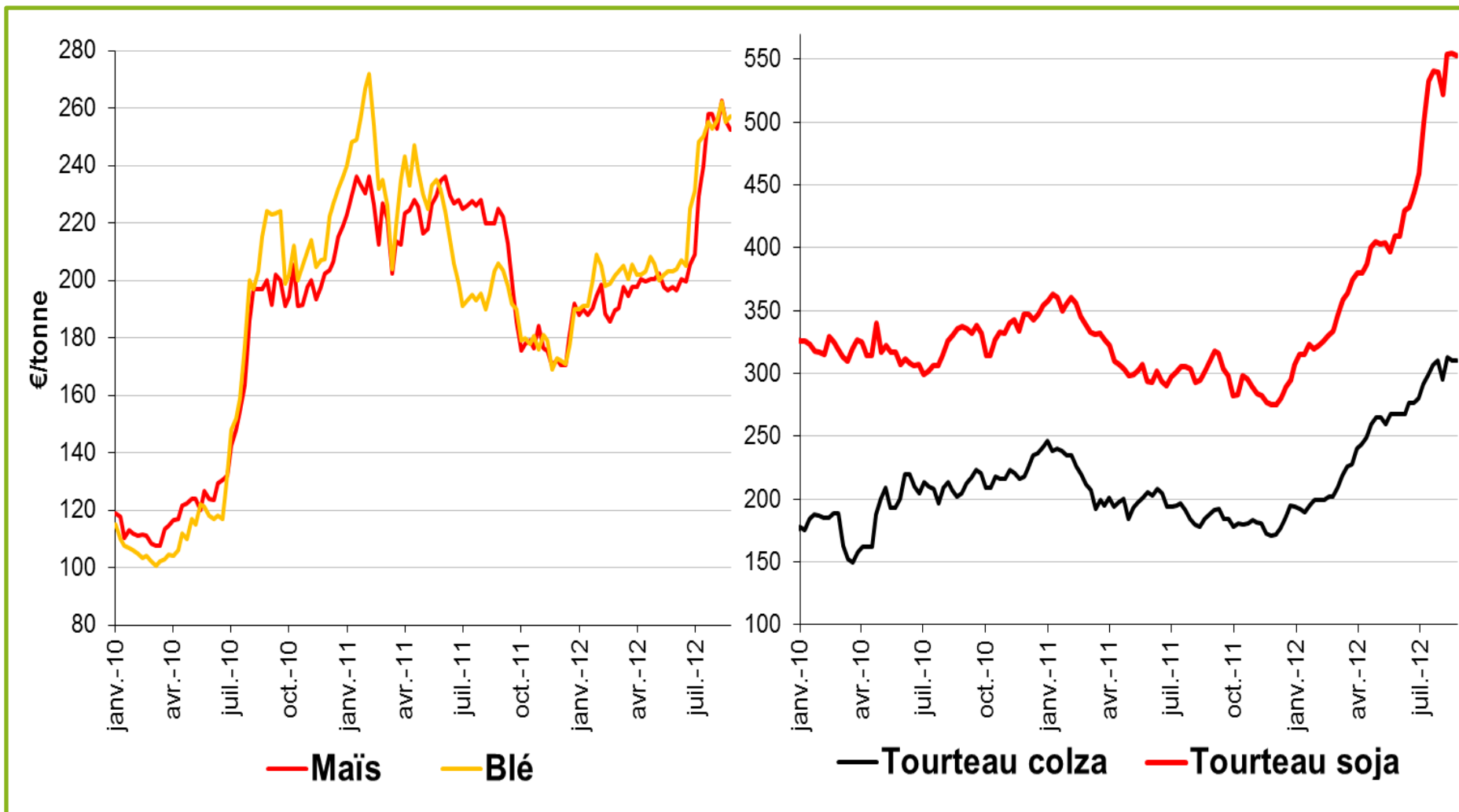
Prix du lait standard départ ferme en France (€/1000 litres)



Commission européenne et MAAF, 2012

La volatilité des prix dans le secteur des végétaux

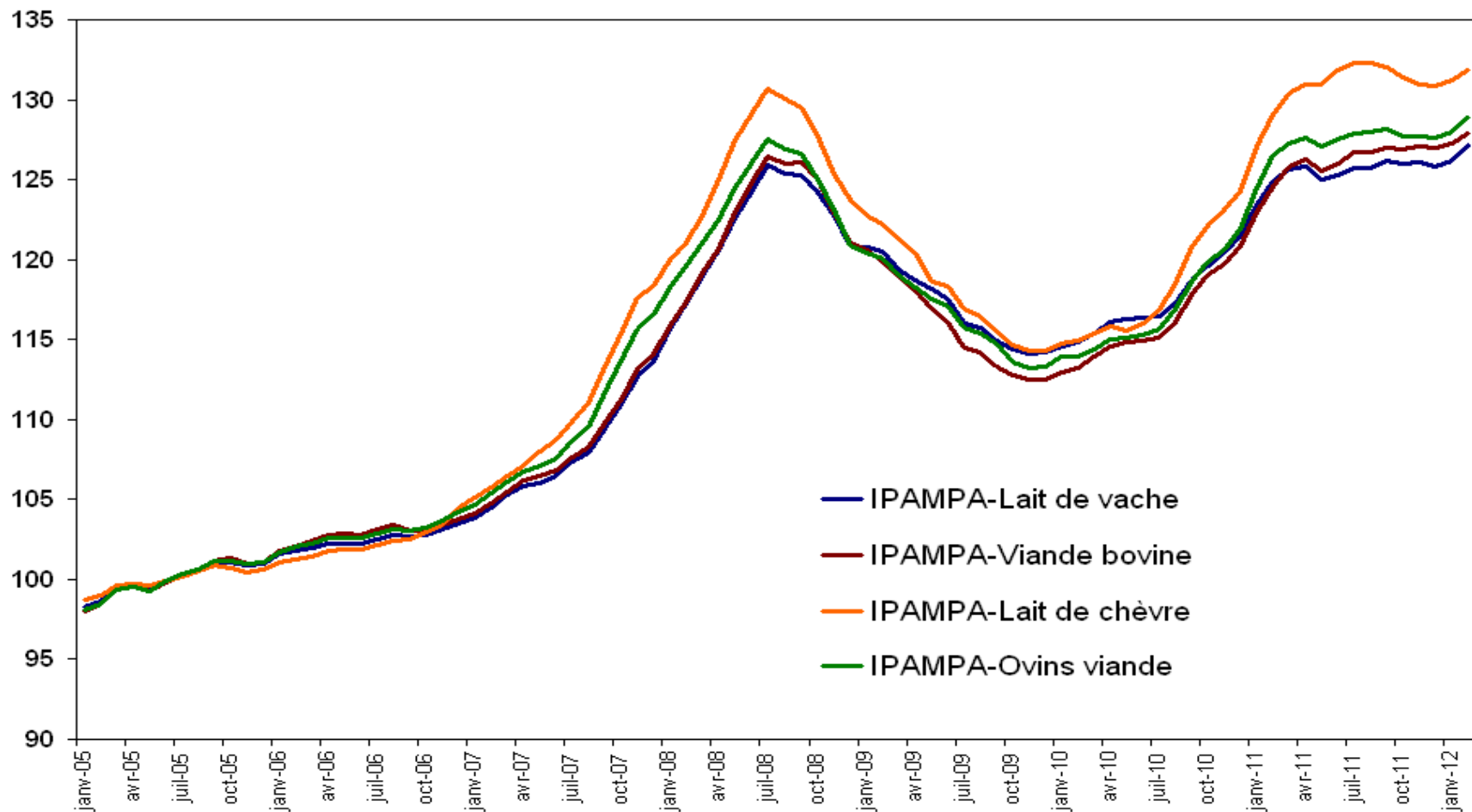
Evolution entre 2010 et 2012



MAAF, 2012

L'évolution des coûts de production (indice IPAMPA)

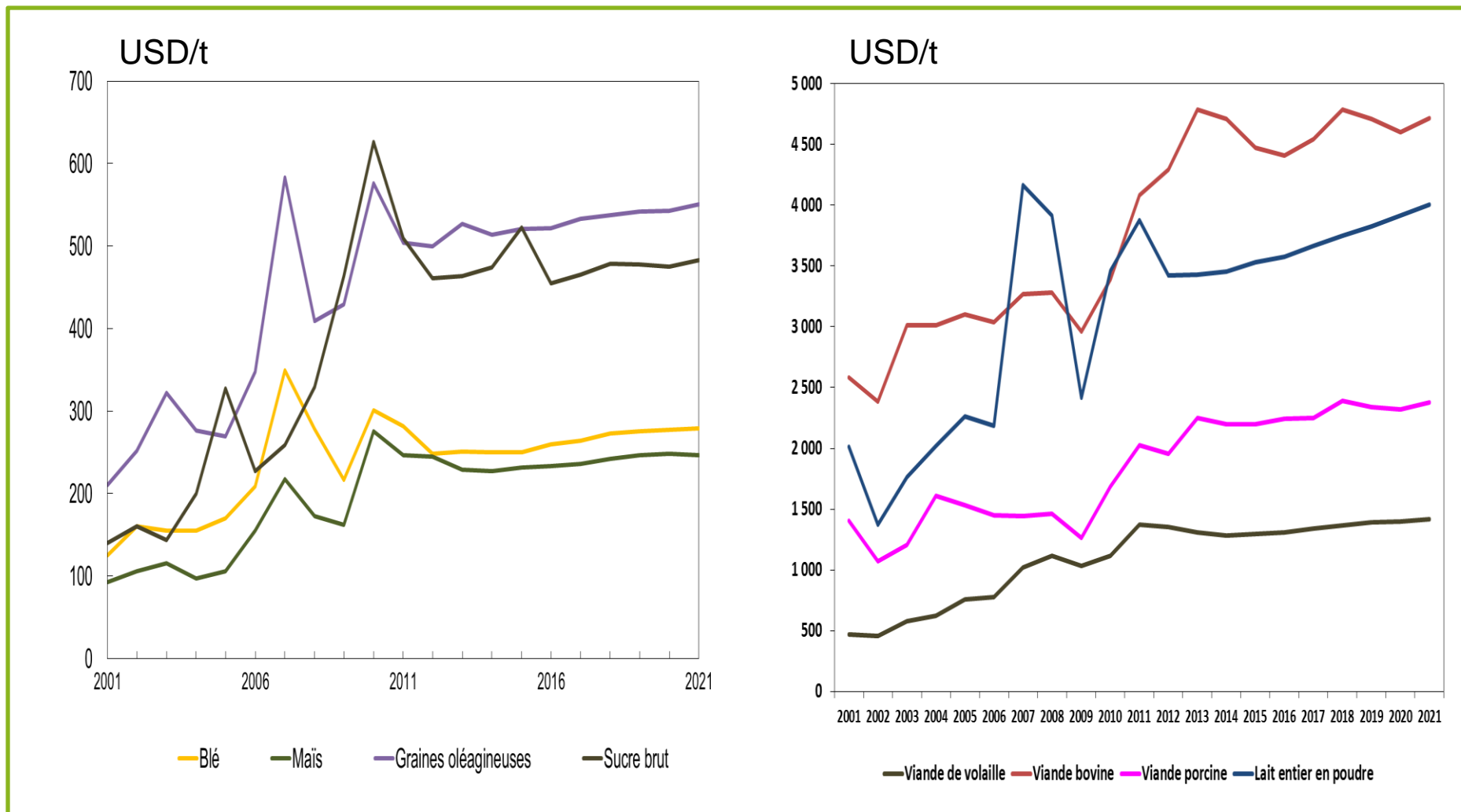
Evolution entre 2005 et 2012 – Base 100 : 2005



Institut de l'Elevage d'après INSEE, 2012

Les prix nominaux des produits agricoles de base

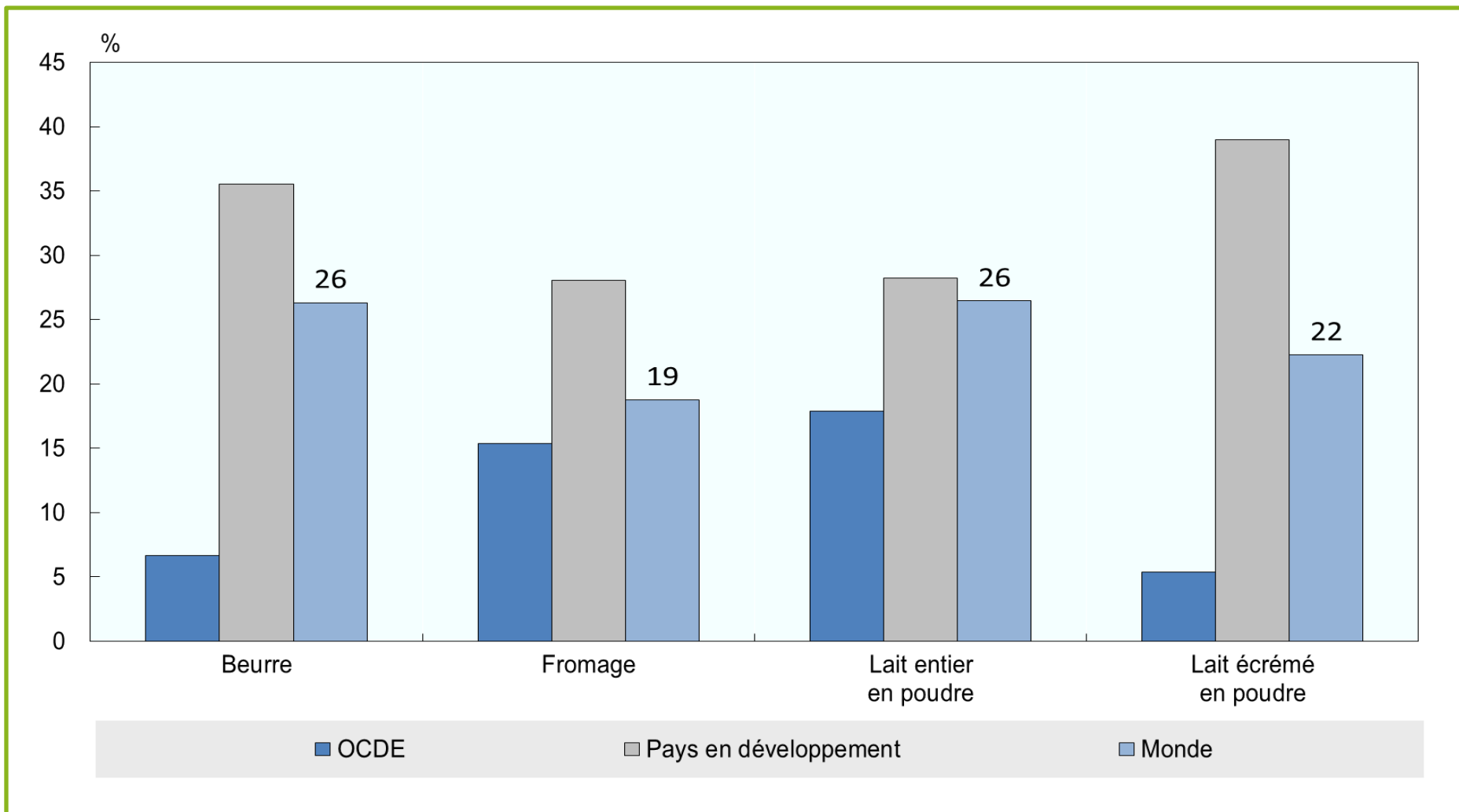
Evolution 2001-2021 (observation passées et prévisions)



FAO-OCDE, 2012

La consommation de produits laitiers

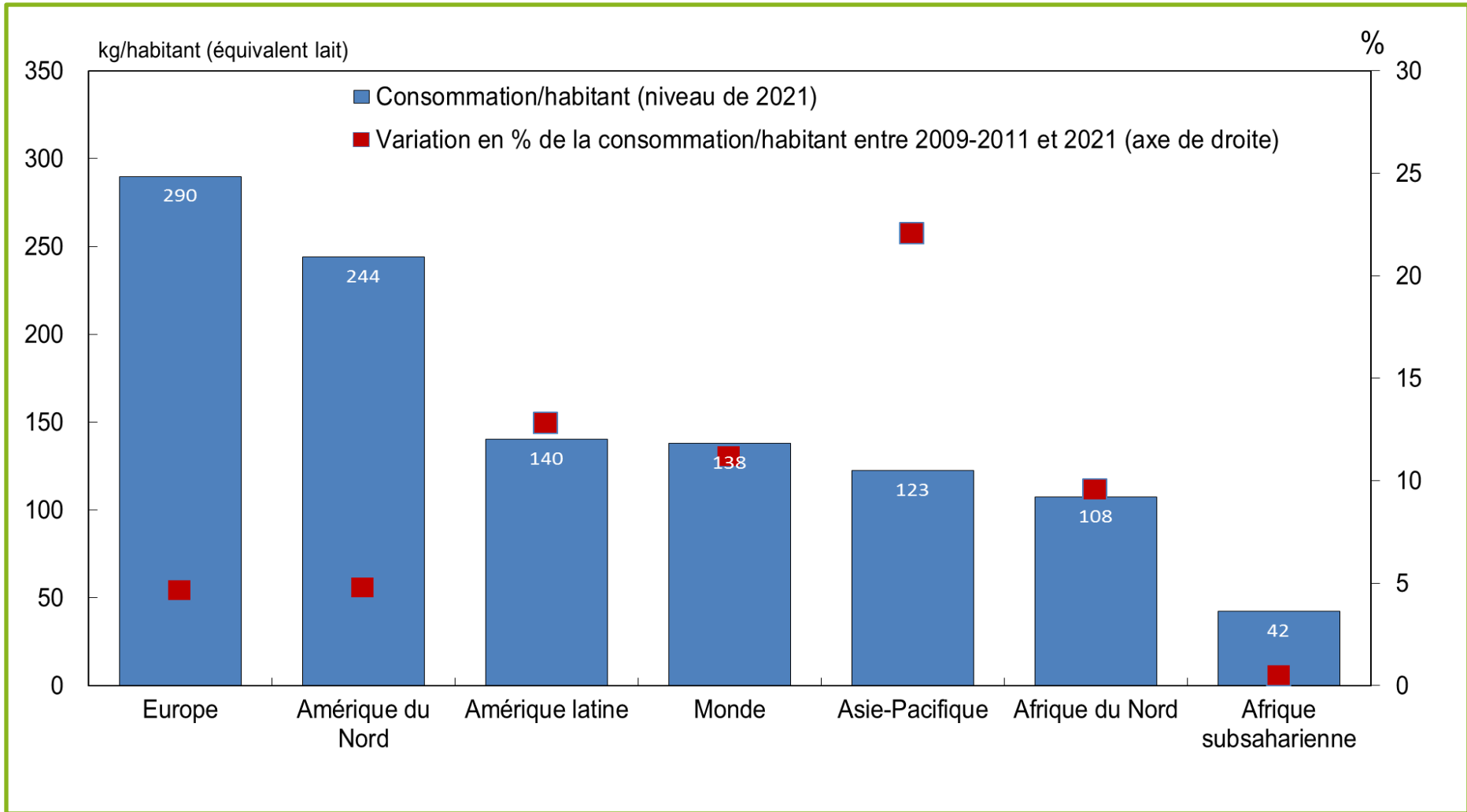
Variation de la consommation en % : 2021 par rapport à 2009-11



FAO-OCDE, 2012

La consommation de produits laitiers par habitant

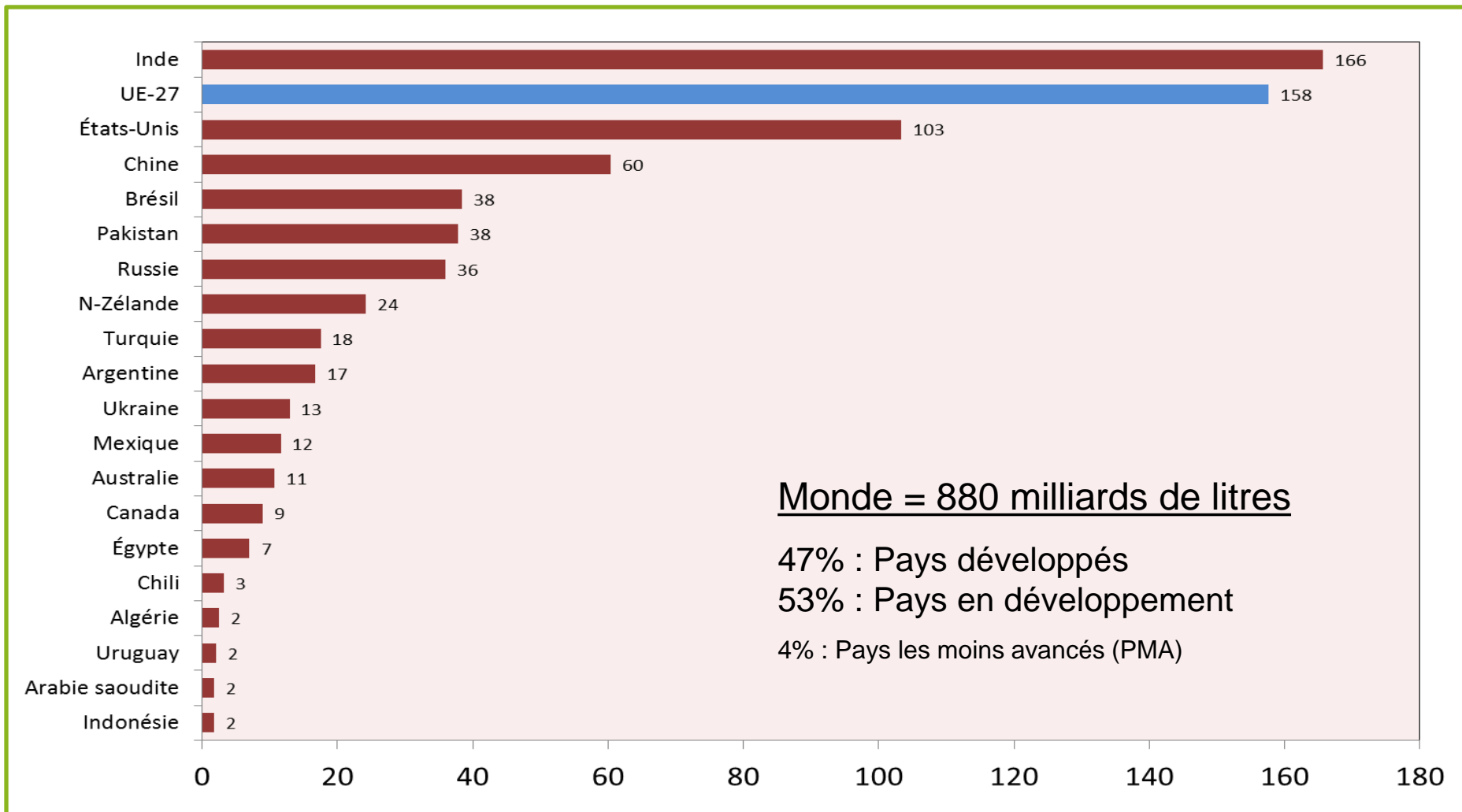
Kg équivalent lait par an en 2021 et variation entre 2009-11 et 2021 (%)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

La production laitière dans le monde

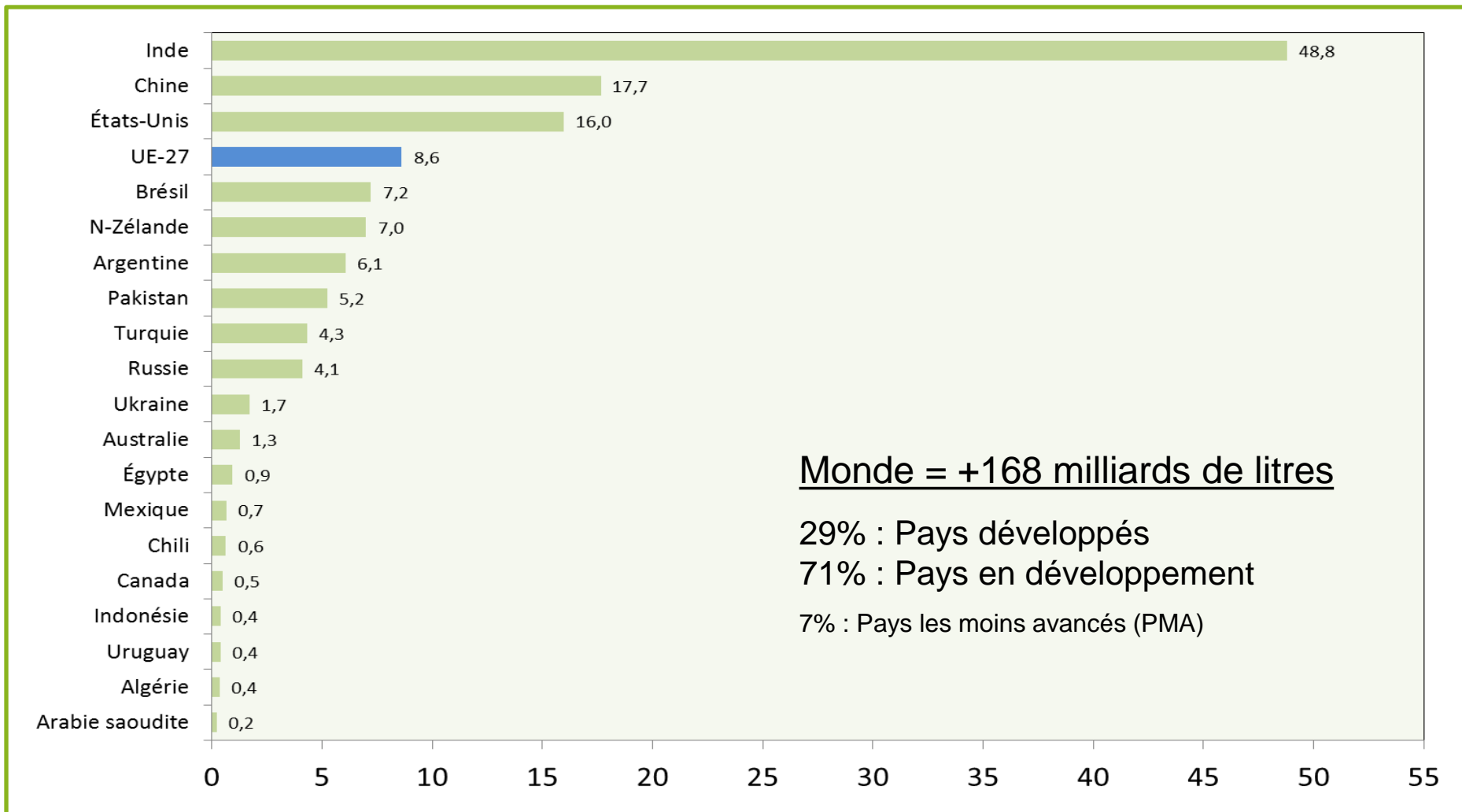
Estimations 2021 (milliards de litres)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

L'augmentation de la production laitière

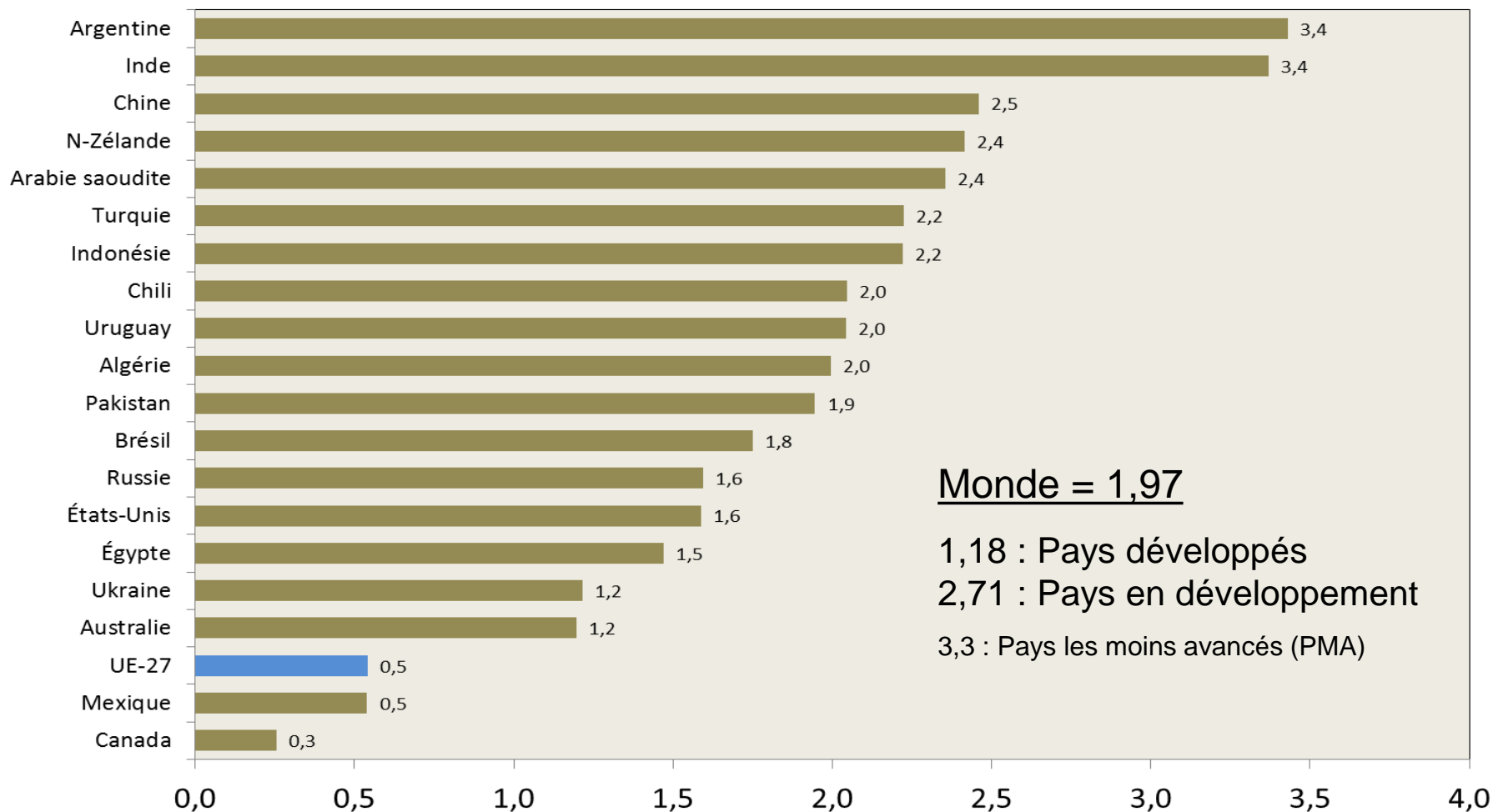
Variation de production entre 2009-11 et 2021 (milliards de litres)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

Le taux de croissance de la production laitière

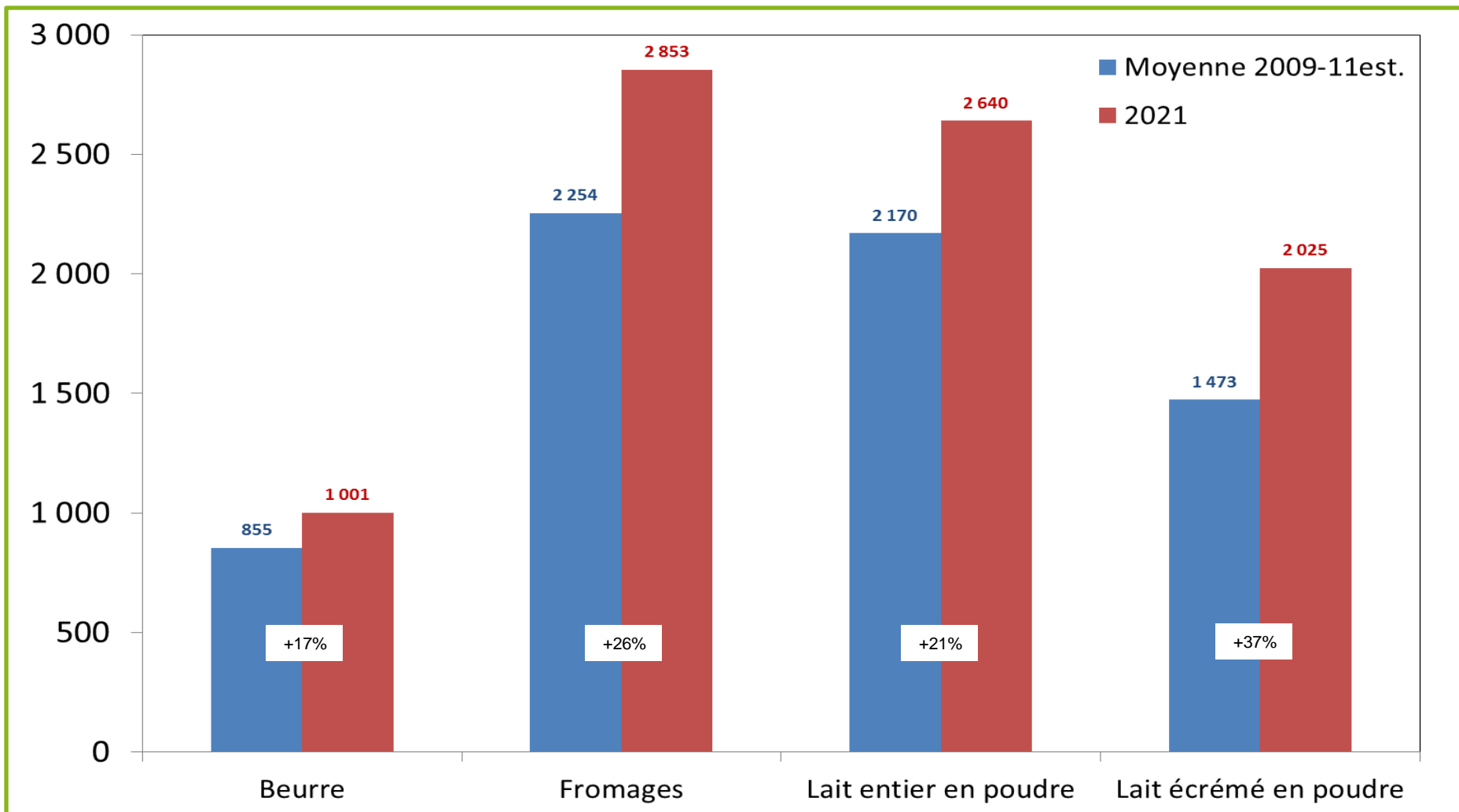
Variation annuelle de la production entre 2009-11 et 2021 (%)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

Le commerce mondial des produits laitiers

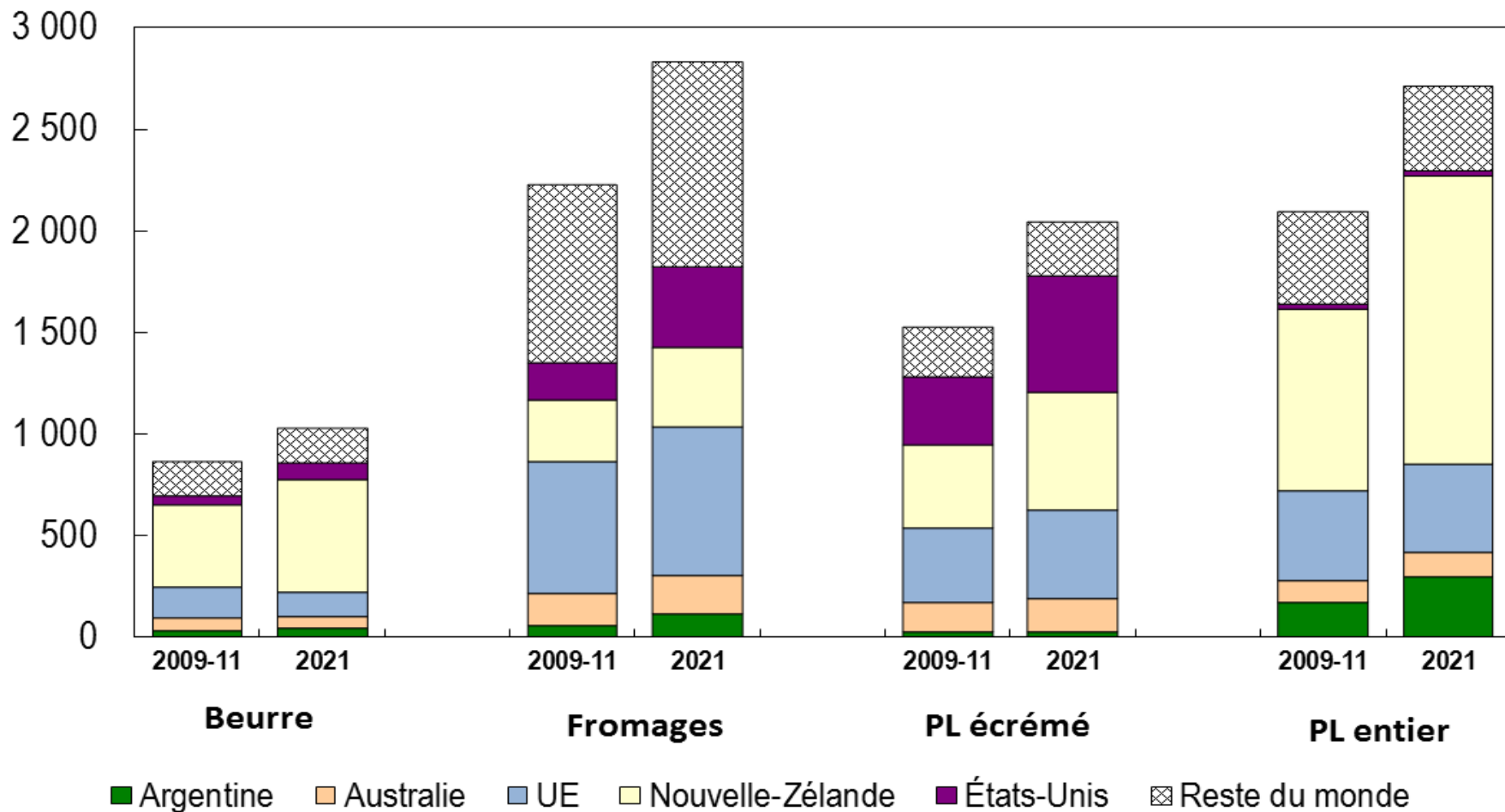
En milliers de tonnes entre 2009-11 et 2021



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

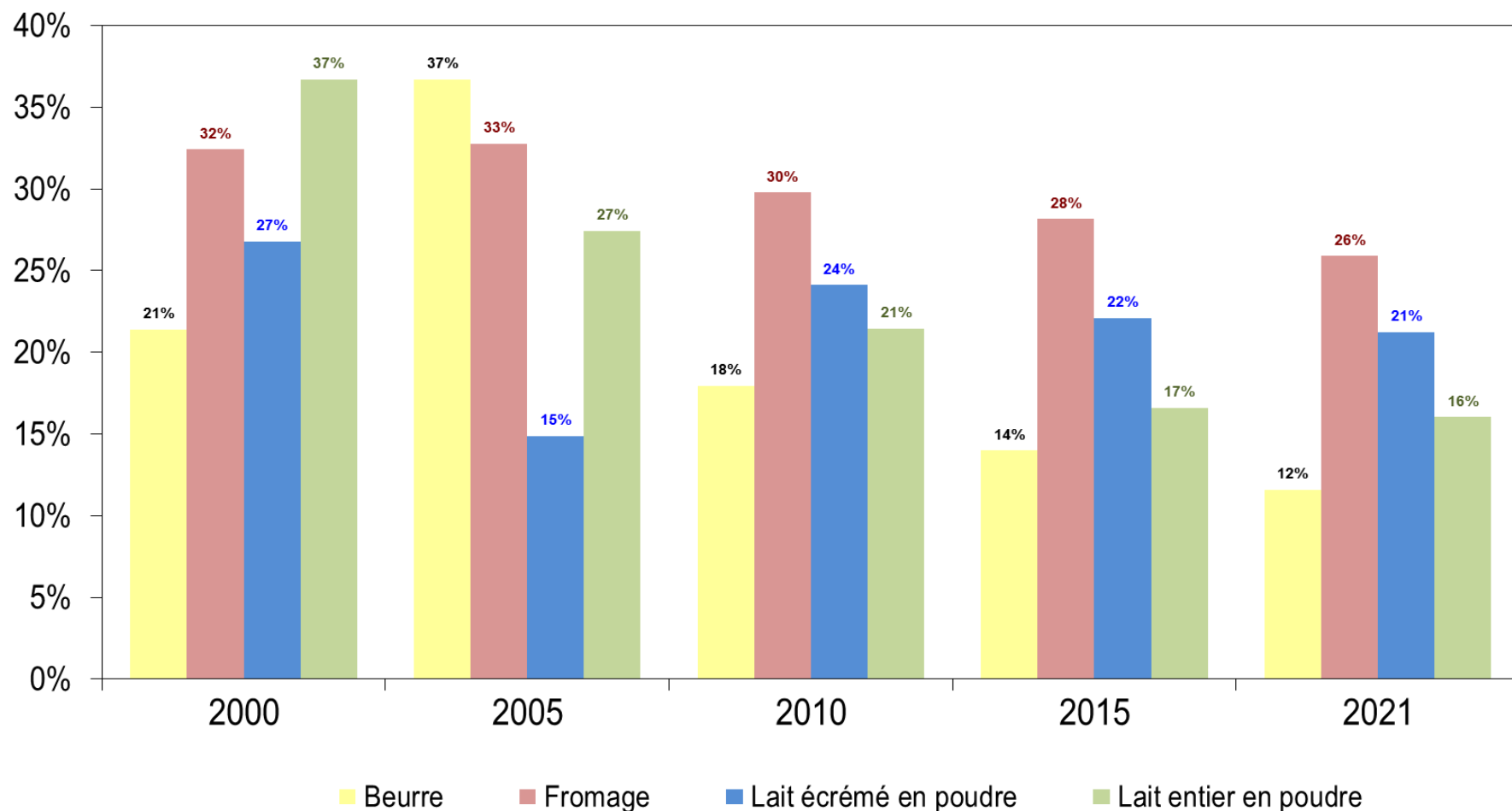
Les principaux exportateurs de produits laitiers

Variation annuelle du rendement laitier entre 2009-11 et 2021 (%)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

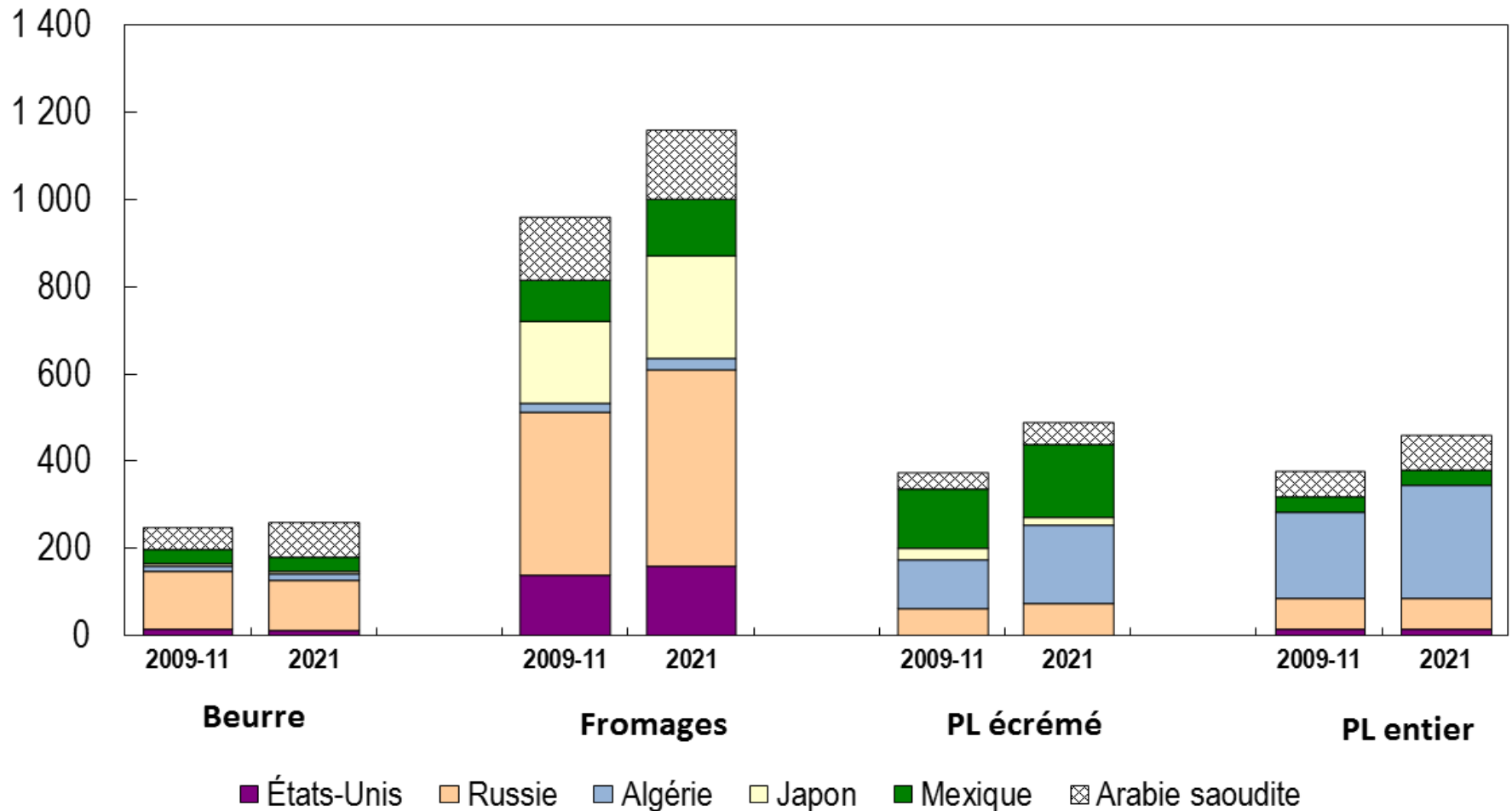
La part de l'UE dans le commerce mondial des produits laitiers (en % sur la période 2000 à 2021)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

Les principaux importateurs de produits laitiers

Variation annuelle du rendement laitier entre 2009-11 et 2021 (%)



FAO-OCDE, Perspectives agricoles 2012-2021

Quelques idées-forces...

● Le marché français restera captif

- Un niveau interne de consommation élevé...peu de croissance attendue
- Une très grande diversité de produits laitiers (goûts de consommateurs)
- Un très faible niveau d'importations en provenance des pays tiers
- Quelques concurrents européens sérieux : Allemagne, Irlande, Pays-Bas

● Quelles stratégies ?

- Poursuivre les innovations pour séduire les consommateurs
- Développer davantage les exportations sur pays tiers (taille des groupes)
- Ne pas fermer la porte aux produits industriels qui s'exportent (versus PGC)
- Rester compétitifs au niveau des coûts de production (productivité)
- Agir « au mieux » contre la volatilité (gestion de l'offre, systèmes innovants...)

1-2- Quelques enjeux de la future PAC

Outre la fin des quotas, quelle redistribution des aides directes ?



Future PAC : concilier l'inconciliable ?

● Plus de compétitivité

- Suppression des quotas laitiers (gestion de l'offre par le marché)
- Boîte à outils pour la gestion des risques et fonds dédiés à la gestion de crise
- Amélioration du positionnement des agriculteurs au sein de la chaîne AA

● Plus de durabilité

- Verdissement des aides directes du Pilier I
- Renforcement de la conditionnalité en matière de changement climatique
- Fonds dédiés au transfert de connaissance, à l'innovation et à la recherche

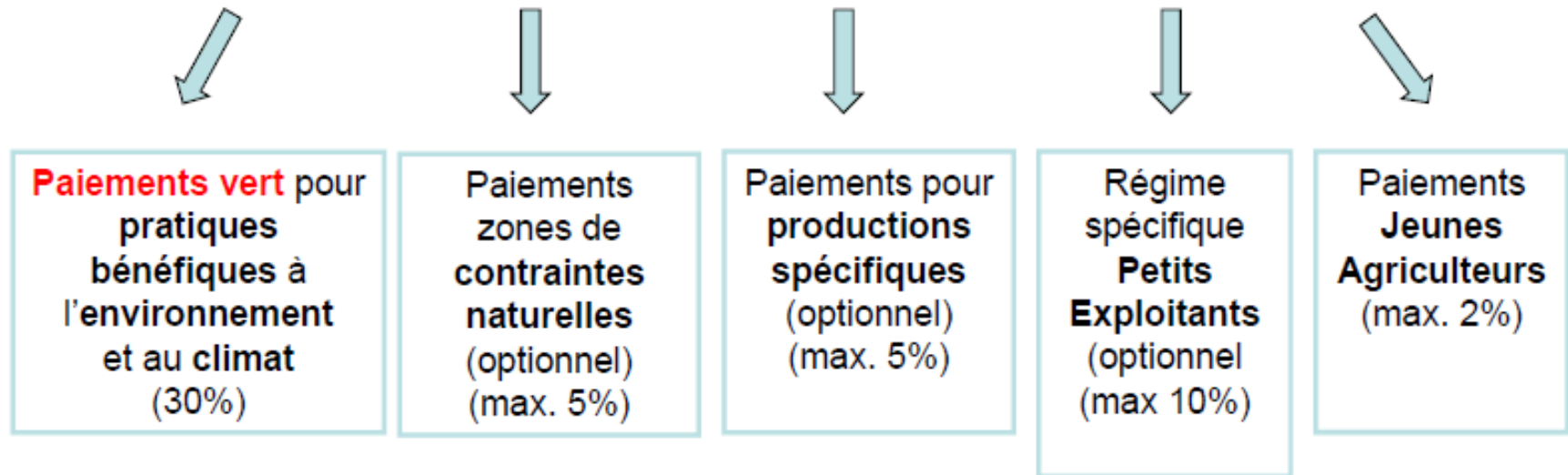
● Plus d'efficacité

- Un cadre stratégique commun pour les différents fonds de l'UE
- Une simplification de certaines mesures (conditionnalité ; petits exploitants...)
- Une réorientation potentielle des paiements directs (subsidiarité)

Vers une réorientation des aides directes...

Le rôle clé de la subsidiarité : quels futurs choix nationaux ?

Plafond aides directes (7,73 milliards 2014 et 7,61 milliards 2017-)

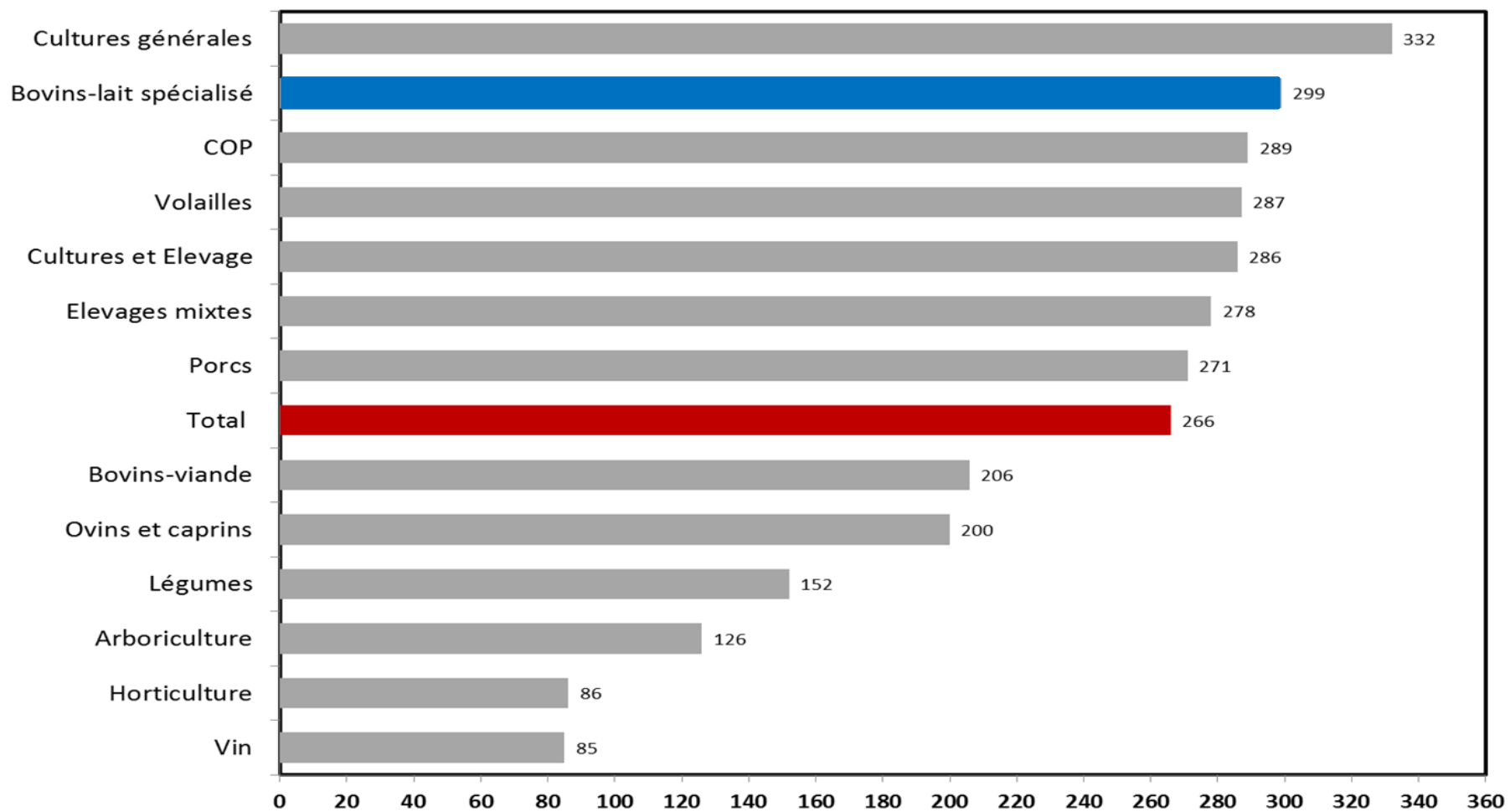


Solde : financement du régime de **paiement de base** (RPU)
(estimé à environ 150 € / ha, soit 50-60 % DPU actuel)

Commission européenne

Le montant moyen des DPU par hectare (€)

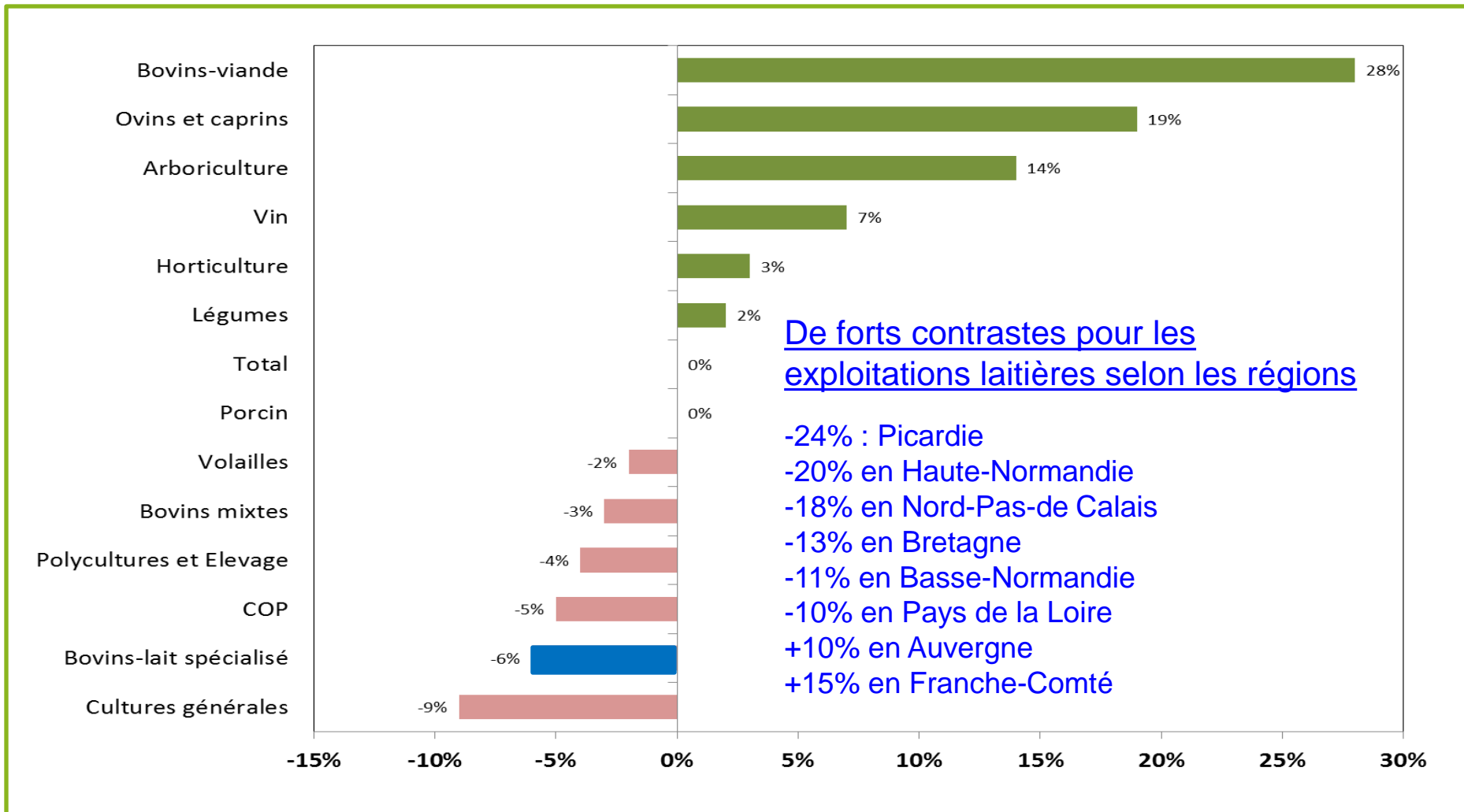
Selon les types d'exploitations agricoles – Moyenne française



INRA SAE2 Nantes, d'après SSP - RICA 2010

L'impact d'une uniformisation nationale du DPU

En % du résultat courant selon les types d'exploitations – Moyenne française



INRA SAE2 Nantes, d'après SSP - RICA 2010

Conclusion

- **S'inscrire dans une logique d'ouverture des marchés**
 - Les marchés tiers constituent une opportunité à long terme...
 - Plusieurs pays proches de la France sont déficitaires : ESP, ITA UK
 - Qui fournira le marché mondial après le ralentissement de la N-Zélande ?
- **La France a un potentiel de développement de l'offre**
 - Une localisation géographique favorable (climat, proximité de la mer)
 - Forte disponibilité de ressources fourragères (contrainte foncière moins forte qu'ailleurs)
 - Des entreprises « leader » sur la scène internationale
- **Adopter des positions claires et partagées des acteurs**
 - Localisation de l'offre, spécialisation territoriale et diversité des systèmes
 - L'accompagnement des systèmes techniques « gagnants » de demain
 - L'intensité de la redistribution des soutiens directs
 - Les nouvelles formes d'organisation dans les filières (contractualisation)

2- La diversité des relations contractuelles après 2015



Gérard YOU - *Institut de l'Élevage, Paris*

Quelques rappels

● **Suppression des quotas laitiers en 2015 égale**

- Transfert progressif du pilotage de l'offre aux transformateurs
- Coordination verticale entre livreurs et transformateurs

● **Les contrats au cœur du paquet lait**

- Droit pour les éleveurs de s'organiser et de négocier des contrats,
- Formalisation optionnelle des relations contractuelles
- Les Interprofessions admises, mais au pouvoir limité à l'information pour améliorer la transparence sur les marchés
- Maintien d'outils de gestion publics des marchés, actionnés lors de crise grave

● **En France, mise en œuvre à front renversé**

- 2011 : démarrage par les contrats
- 2012 : Puis reconnaissance des Organisations de producteurs

Enseignements d'une enquête auprès de 25 collecteurs

● Principaux enseignements tirés

- D'une enquête en 2011 dans le cadre de l'opération « flexisécurité » qui associe 6 Chambres d'Agriculture, l'Institut de l'Élevage et l'INRA
- D'une veille permanente sur les contrats

● Vers une modification des relations livreurs/collecteurs

- Vers un statut de fournisseurs avec les transformateurs privés
- Vers un rétablissement du statut d'associé, apporteur de lait au sein des coopératives. Redécouverte des atouts/exigences du statut coopératif

● Emergence de deux logiques de pilotage de la collecte

- L'encadrement des livraisons (sociétés privées)
- L'accompagnement de l'offre laitière (coopératives)

L'encadrement modéré des livraisons

● Un transformateur privé plutôt diversifié : Lactalis

- Des fabrications diversifiées avec part conséquente de PI
- Un bassin de collecte national voire européen

● Les orientations/objectifs de l'entreprise

- Valoriser le maximum de lait sur le marché des PGC
- Réduire la part des produits industriels
- Stabiliser la collecte annuelle

● Un encadrement pluriannuel de la collecte après 2015

- Un seul prix du lait chaque mois, suivant les indicateurs Cniel
- Maintien d'une référence annuelle appelée « volume contractuel »
- Sans contrainte sur la saisonnalité de la collecte
- Des pénalités pour dépassement ou arrêt possible de collecte
- Réduction de la référence si la collecte inférieure à 85% 2 années suite
- Rallonges possibles selon conjoncture à l'initiative du collecteur

L'encadrement serré des livraisons

● Des transformateurs plus spécialisés

- Des fabrications plus ciblées : fromages, produits frais
- Le bassin de collecte : moins vaste, plus régional

● Les orientations/objectifs de l'entreprise

- Créer de la valeur ajoutée
- Collecter du lait au plus près des besoins et des débouchés
- Réduire la saisonnalité de la collecte jugée trop forte

● Vers un pilotage serré de la collecte après 2015

- Un seul prix du lait chaque mois, suivant les indicateurs Cniel
- Une répartition trimestrielle de la référence annuelle
- Des pénalités au-delà ou en-deçà de certains seuils
- Arrêt possible de collecte au-delà de la référence annuelle
- Mais gestion possible à l'échelon des OP
- Ajustement des références annuelles en fonction des débouchés

L'accompagnement de l'offre par les coopératives

● Les coopératives laitières

- Collectent 54% et transforment 45%, des livraisons
- Doivent collecter tout le lait de leurs adhérents
- Veulent accompagner la croissance des éleveurs/coopérateurs sans pénaliser ceux qui ne veulent pas croître

● Les engagements des éleveurs/sociétaires

- L'apport total de leurs livraisons
- Participation financière aux investissements supplémentaires

● Des options après 2015

- 1^{er} : le maintien d'un prix unique pour tous les volumes mensuels
- 2^{ème} : La différenciation volume/prix selon les valorisations (PGC, PI) sur la base de références annuelles
- 3^{ème} : la différenciation volume/prix selon une ventilation mensuelle du vol. A
- Des interrogations sur la capacité à répondre au potentiel laitier

Danone : un collecteur atypique

● Un transformateur atypique

- Groupe privé spécialisé dans les ultra-frais
- Présent dans des bassins très différents
- Collecte bien plus que ses besoins

● Les orientations/objectifs de l'entreprise

- Des exigences fortes sur la saisonnalité
- Mais disposé à accompagner la croissance de ses éleveurs
- Les volumes excédentaires payés au prix de dégagement après 2015

● Le contrat proposé d'ici 2015

- Une ventilation mensuelle du quota individuel
- Un prix A sans flexibilité additionnelle dans la limite de la référence mensuelle sauf en été
- Un prix B (valorisation beurre/poudre) pour les volumes au-delà
- Contractualisation avec une OP par bassin autour de chaque site

En résumé

● **Trois leviers à la disposition des transformateurs**

- Maintien d'une référence annuelle : indicative à contraignante
- Encadrement ou non de la saisonnalité
- Gestion des références libérées lors des cassations laitières

● **Des évolutions contrastées entre éleveurs**

- Sur les volumes : plus ou moins souplesse, des évolutions contrastées selon transformateurs et bassins laitiers
- Sur le prix du lait : en termes d'écart et de volatilité

● **Des marges de croissance de la production laitière**

- Fonction des marchés
- Des stratégies commerciales et industrielles des transformateurs
- Du dynamisme des éleveurs dans les différents bassins laitiers

En Europe du Nord : l'accompagnement de l'offre prédomine

● Des pays toujours au quota

- Allemagne, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Pologne

● Prédominance des coopératives laitières

- De 70% en Allemagne à 95% au Danemark du lait collecté
- Sauf au sud de l'Allemagne : production plutôt stable

● Des transformateurs qui se préparent à l'après 2015

- Fusions et unions de coopératives
 - Aux Pays-Bas : FrieslandCampina 85% de la collecte,
 - En Allemagne : création de DMK, adhésion de la MUH à Arla
- Restructuration industrielle (réduction des coûts),
- Création d'outils de transformation supplémentaires
- Implantation commerciale sur les marchés émergents
- Participation financière des éleveurs dans les investissements

En Europe du Sud, des incertitudes

● Des pays plutôt sous-réalisateurs

- Espagne, Italie, Grèce, Portugal
- Des systèmes très dépendants de l'aliment du bétail
- Des coûts de production supérieurs à ceux de l'Europe du Nord
- De grands écarts de prix du lait selon les utilisations

● Prédominance des entreprises privées

- Lactalis numéro un en Italie et en Espagne
- Part élevée de la production valorisée sous signe de qualité en Italie

● Devenir de la production dépendra

- De la stratégie d'approvisionnement des transformateurs (approvisionnement national ou extérieur)
- De la compétitivité de la production du lait utilisé dans les laits conditionnés et les ultra-frais.

3- Les exploitations laitières de l'Ouest dans la diversité française et européenne



Christophe PERROT- *Institut de l'Elevage, Paris*

Un contexte concurrentiel

85% du lait irlandais

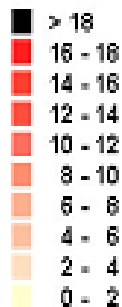
$\frac{3}{4}$ du lait danois

$\frac{2}{3}$ du lait néerlandais

Près de la moitié des laits français
et allemands exportés

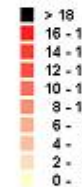
Densité

vaches laitières / km²

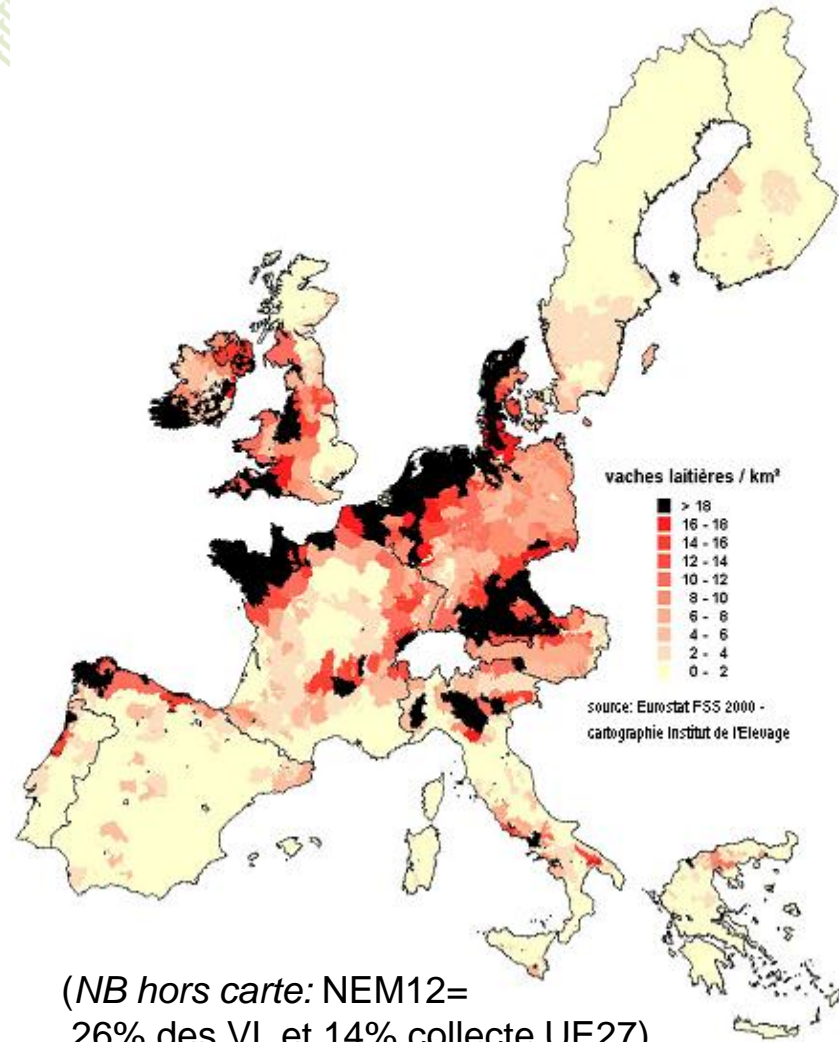


source: Eurostat FSS 2000 -
cartographie Institut de l'Elevage

vaches laitières / km²



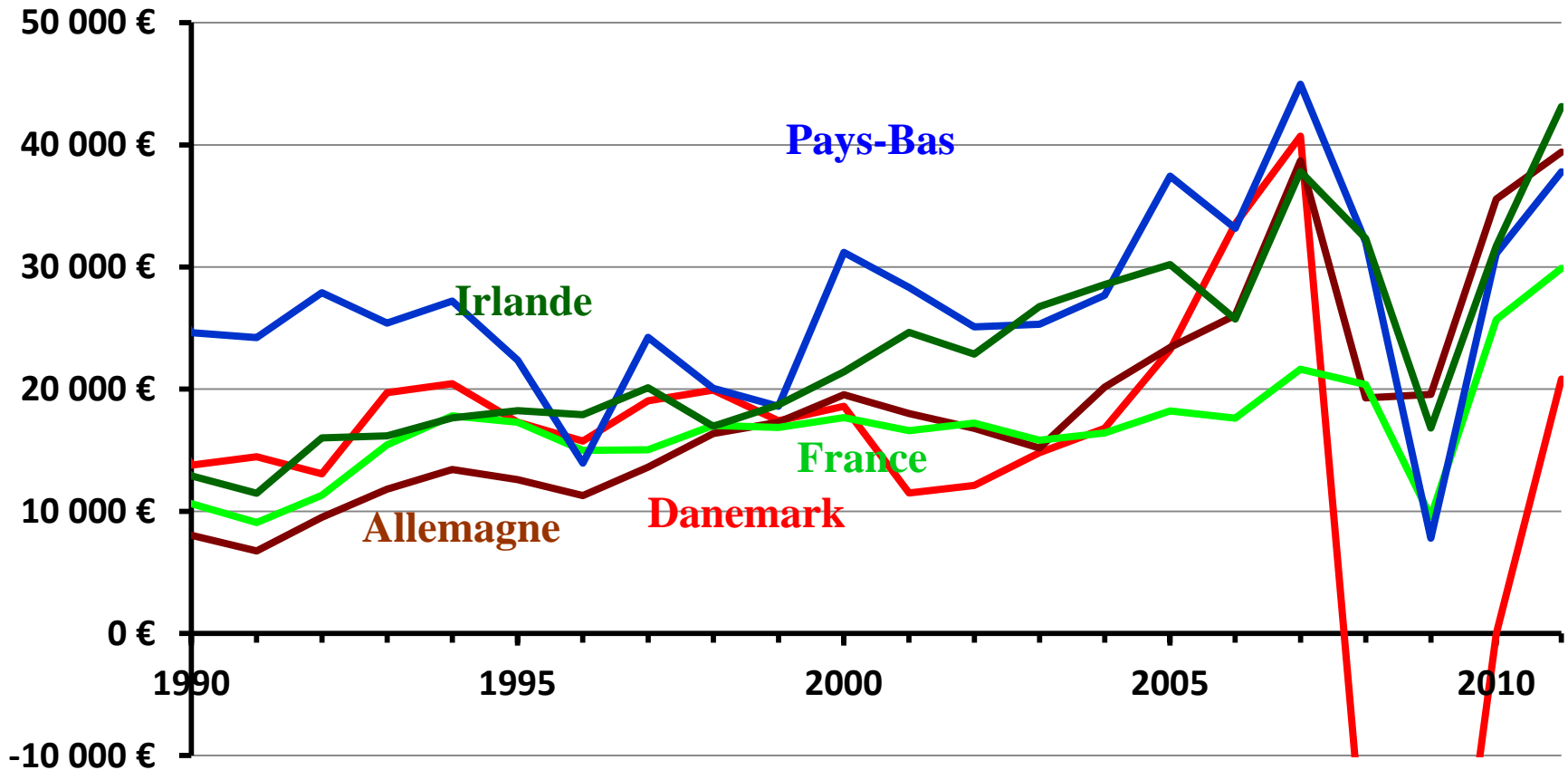
source: Eurostat FSS 2000 -
cartographie Institut de l'Elevage



(NB hors carte: NEM12=
26% des VL et 14% collecte UE27)

Les modèles laitiers du Nord de l'UE à l'épreuve de la volatilité (prix, charges, revenus)

Revenu agricole dans les exploitations laitières spécialisées (RCAI/UTA familiale)



Source: DG AGRI RICA UE jusqu'en 2009 puis sources nationales – traitement Institut de l'Élevage

D'où viennent ces écarts et ces évolutions ?

Prix du lait

- Coût de production

Point mort = prix du lait qui annule le RCAI

*prix du lait à partir duquel on rémunère la
main-d'œuvre familiale*

= Résultat par t de lait

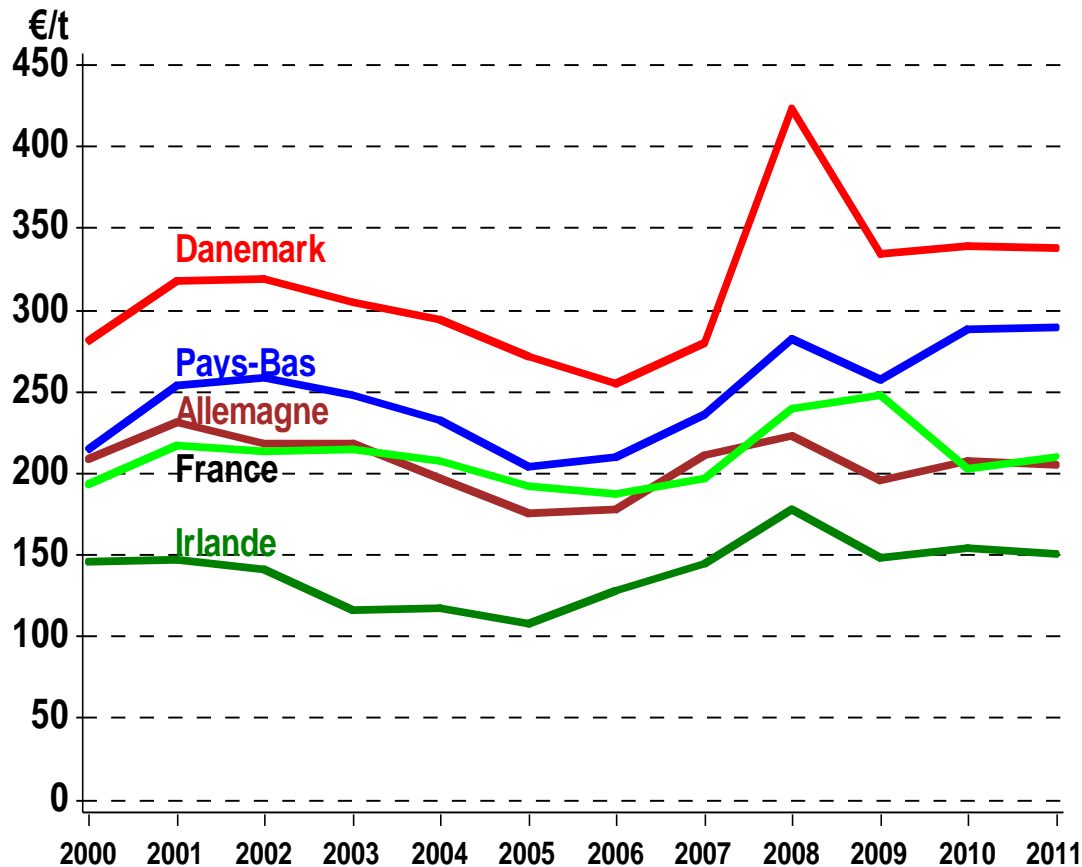
x Productivité et composition du facteur travail (% MO salariée)

Exploitations laitières spécialisées (OTEX41)

source: DG AGRI RICA UE jusqu'en 2009 puis sources nationales (prémices du RICA UE et Comptes prévisionnels de l'Agriculture) – traitement Institut de l'Élevage

Point mort : révélateur des « modèles »

Point mort



Danemark

Structurellement élevé (substitution capital travail coûteuse, salaires, ration complète, 0 pâturage).

Flambée des intrants depuis 2008 aggravée par la crise financière

Pays-Bas

Très efficace mais très spécialisé.

France/Allemagne

Forte hétérogénéité sous-jacente. Gestions opposées en 2009.

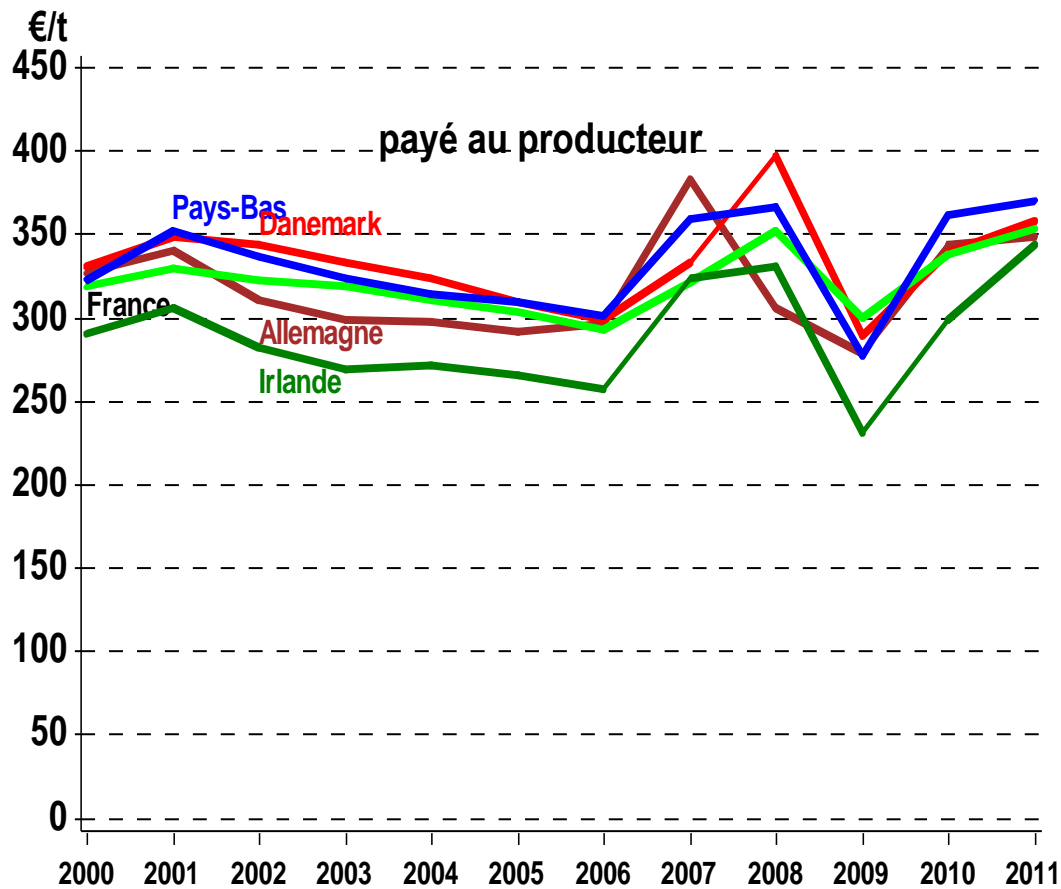
Irlande

Low cost (cc, investissements), herbe pâturée, production saisonnière

Source : DG AGRI RICA UE jusqu'en 2009 puis sources nationales – traitement Institut de l'Élevage

Prix du lait : des écarts moindres que sur les coûts

Prix du lait



Danemark et Pays-Bas

Prix payés régulièrement + élevés : TB TP, production régulière, bio (DK 10%).

Complément 2009 exceptionnel d'ARLA au DK (28€/t)

Irlande

Prix structurellement moins élevé.

Production très saisonnière, mix produit et débouchés.

Allemagne

Une année économique agricole [juillet-juin] préjudiciable aux comparaisons.
Année civile 2009=250 (235 € au Nord)

France

Moindres amplitudes variations de prix.
Soutien du prix en 2009 (accord interpro).

Source: DG AGRI RICA UE jusqu'en 2009 puis sources nationales – traitement Institut de l'Élevage

En moyenne sur 2005-2011

	IRLANDE	FRANCE	ALLEMAGNE	PAYS-BAS	DANEMARK
Prix du lait (€/t)	292	323	321	335	332
Point mort (€/t)	144	210	199	252	320
Résultat RCAI (€/t)	149	112	122	82	12
Production laitière par exploitation (kg)	289 000	295 000	354 000	602 000	1 057 000
Production laitière par UTA totale (kg)	182 000	168 000	196 000	364 000	466 000
Production laitière par UTA non salariée (kg)	208 000	180 000	236 000	395 000	838 000
Evolution 2011/2005	17%	27%	36%	34%	66%
Résultat Courant Avant Impôts/UTA non salariée (€/UTA)	31 100	20 400	28 900	32 000	8 300

Source: DG AGRI RICA UE jusqu'en 2009 puis sources nationales – traitement Institut de l'Elevage

Impacts et sorties de crise: des configurations différentes

- Danemark : des choix radicaux (financement, fonctionnement technique), un pari risqué, pour certains producteurs
 - Les limites de la substitution capital-travail
- Pays-Bas : un simple faux-pas dans une marche à la rentabilité inégalée?
- Irlande : la crise économique générale redonne du lustre à un modèle *low cost* malgré sa sensibilité climatique et son manque d'équipement
- Allemagne : un rétablissement plus rapide que prévu qui renforce (encore) les ambitions de la filière
 - 3 Allemagnes laitières. Malgré le biogaz, dynamique laitière impressionnante au Nord.
- France : après des transmissions retardées des signaux du marché, une réactivité exceptionnelle et révélatrice d'un fort potentiel de développement de la production laitière?

Diversité des exploitations laitières françaises et accroissement des contrastes territoriaux :

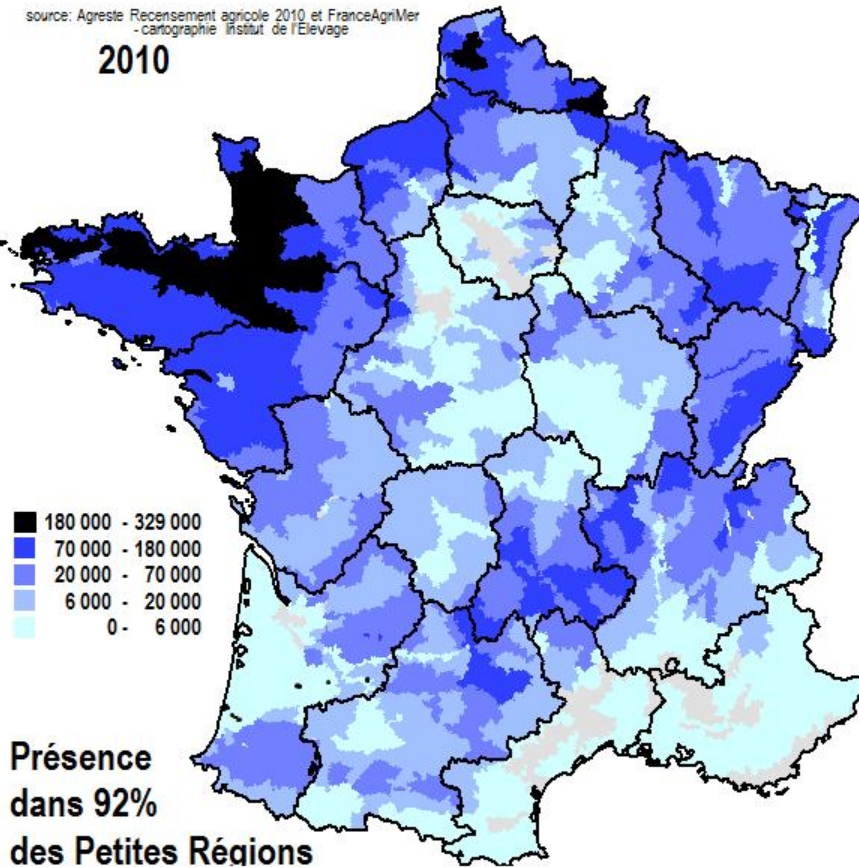
- Structures d'exploitations
- Fonctionnements techniques
- Résultats économiques

Le maintien de la production sur tout le territoire: un objectif privilégié par la politique laitière française...

Densité de quota laitier (litres/ km²) par Petite Région Agricole

source: Agreste Recensement agricole 2010 et FranceAgriMer
- cartographie Institut de l'Elevage

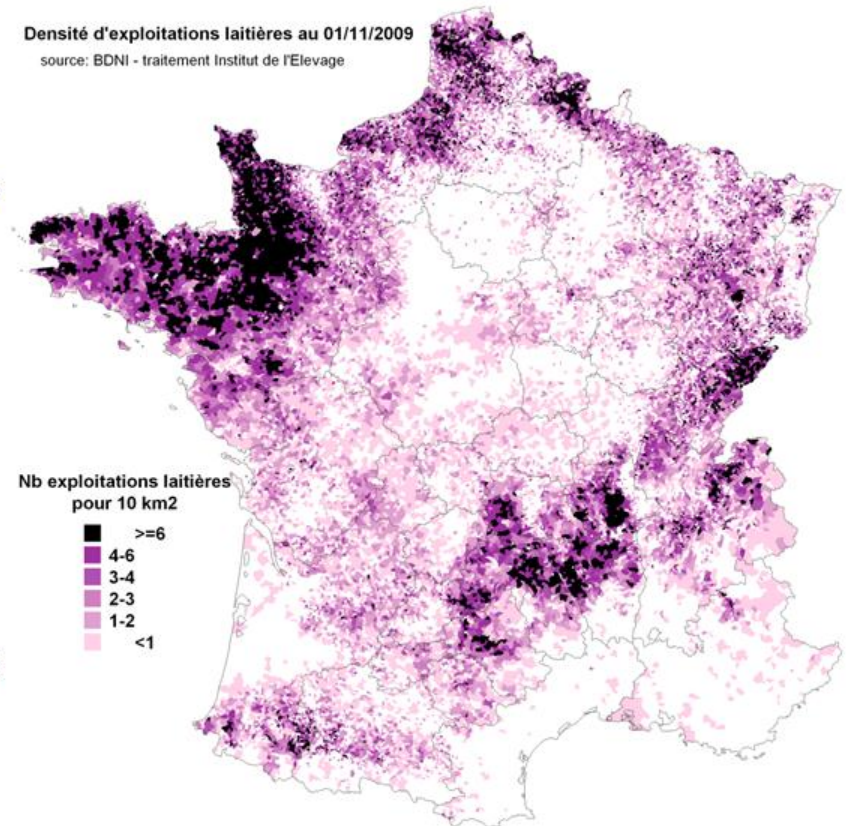
2010



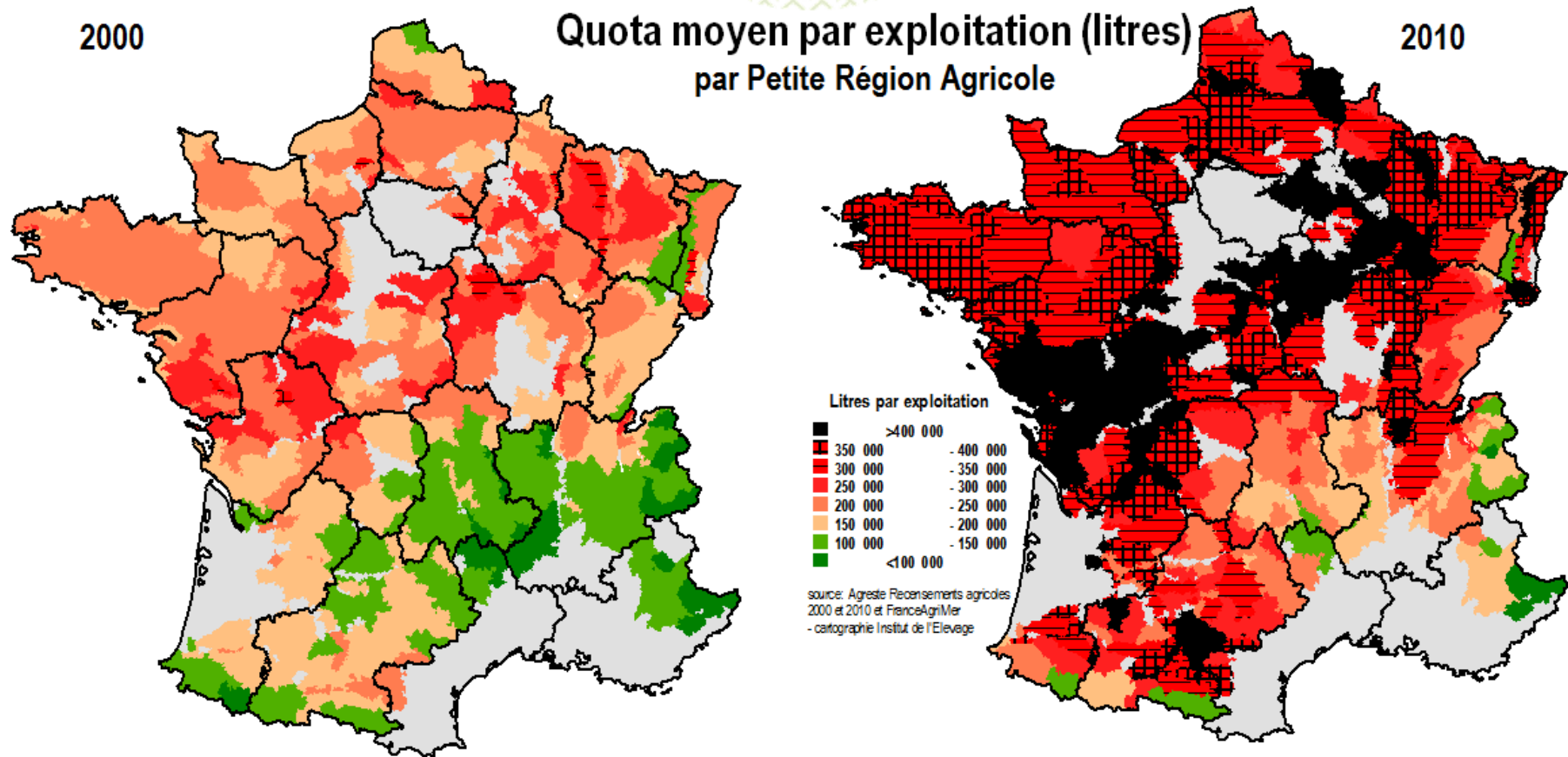
Densité d'exploitations laitières (nb/10 km²) par commune

Densité d'exploitations laitières au 01/11/2009

source: BDNI - traitement Institut de l'Elevage



...plus que celui du développement d'exploitations moyennes



- Nord/Sud -> plaine/montagne (Sud-Ouest)
- Croissances les plus fortes dans les zones moins denses: un paradoxe ?

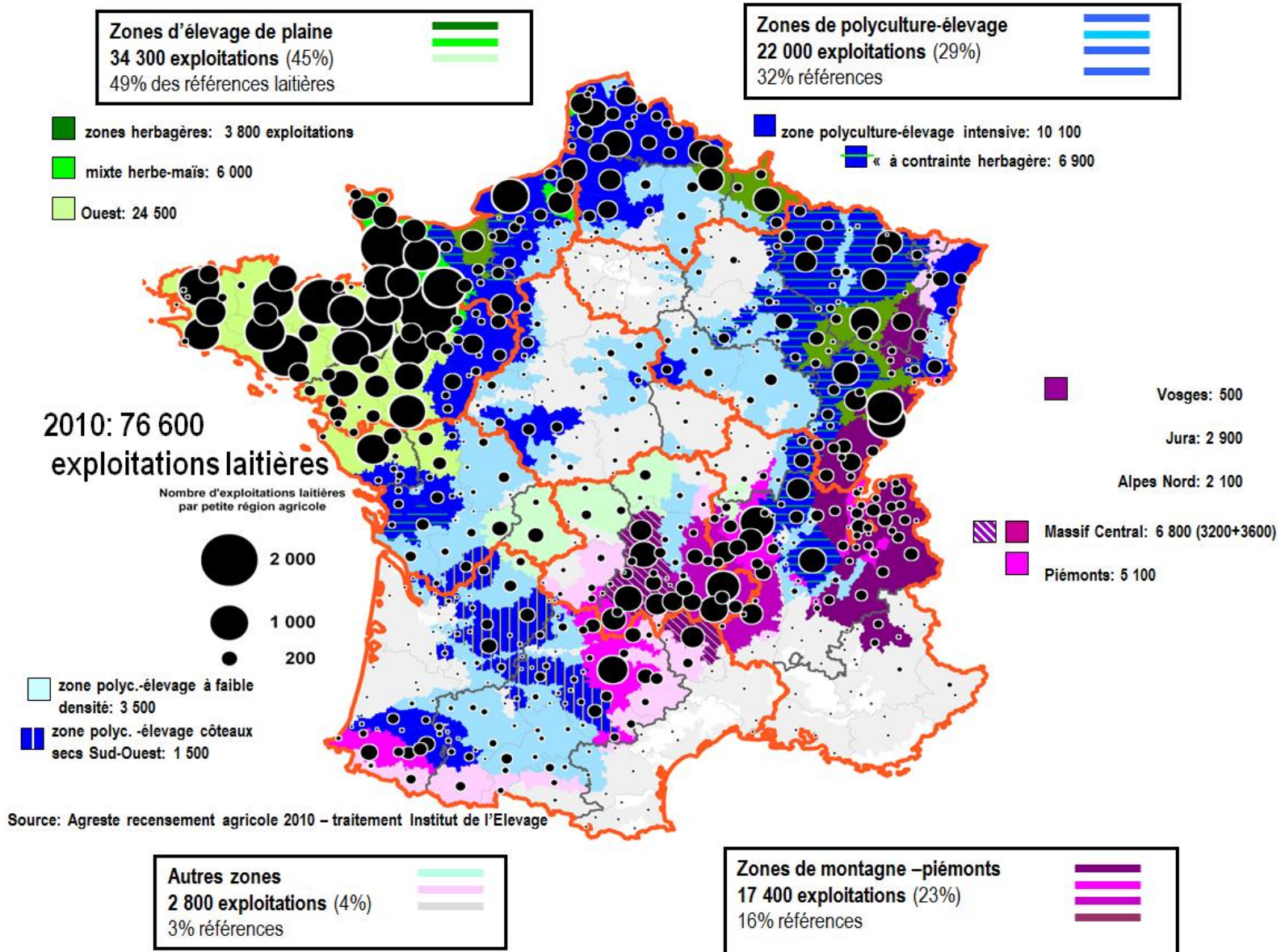
La diversité structurelle s'accroît

● L'écart plaine montagne s'accroît rapidement

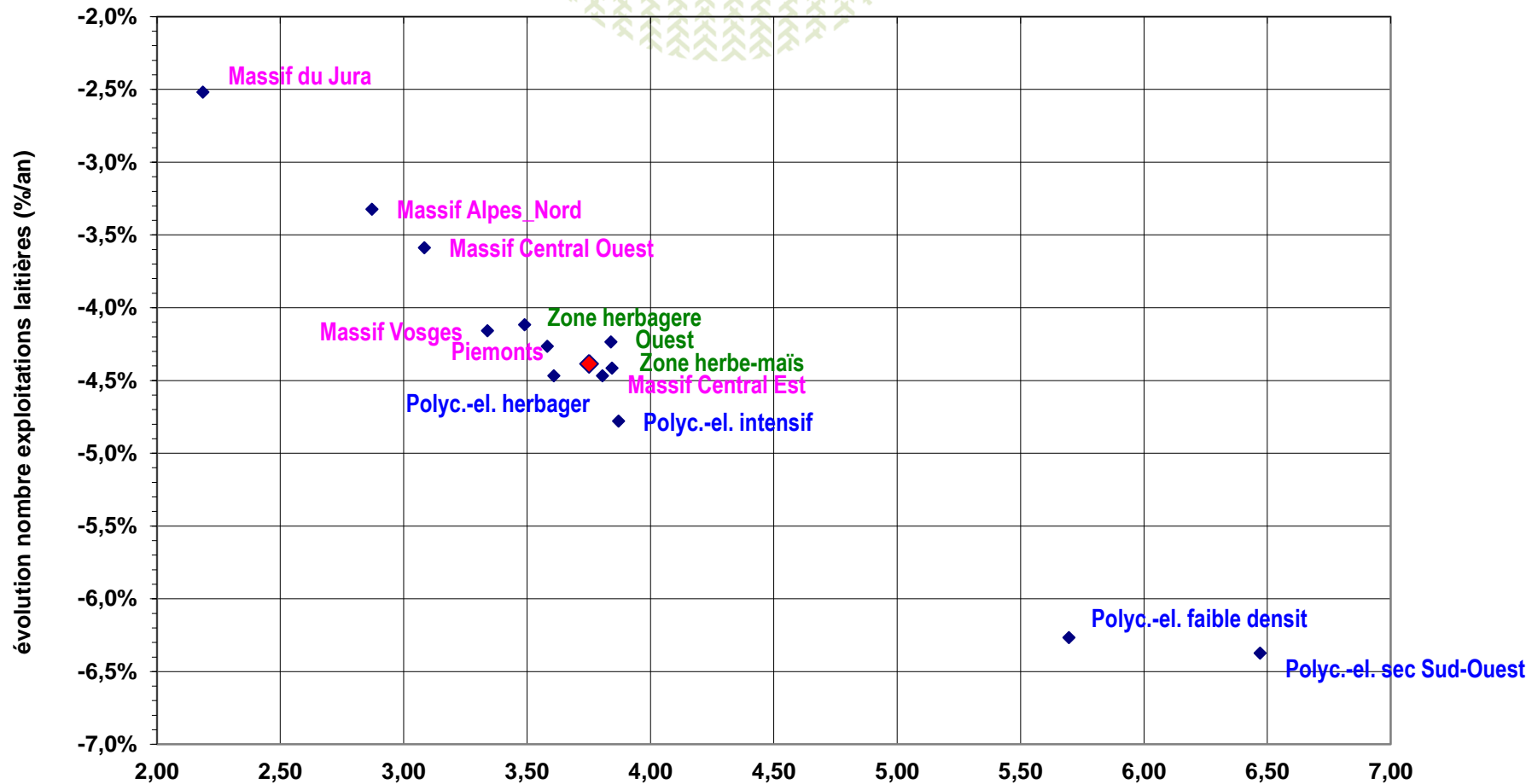
- 47% des exploitations < 200 000 l en montagne-piémonts et 8% des >500 000 l (24% des exploitations)
- L'écart s'est accru autant entre 2007 et 2010 qu'entre 2000 et 2007: les moyennes ont progressé à chaque fois de 40 000 l en montagne et 80 000 l en plaine
- 37 VL en montagne (35-44), 52 VL en plaine (44-60) [220-360 en quota]
- ...mais des écarts moins marqués qu'en Italie ou en Allemagne

● Développement de grandes exploitations en plaine

- Les 2 000 plus grandes ont 1 000 000 l de moyenne. La moitié dans les zones de polyculture-élevage (50% sans pâturage)
- Les 3 300 exploitations de plus de 100 VL (4%) gèrent 11% des VL (1% et 3% en 2000)



Taux de remplacement des départs et restructuration laitière par zone entre 2000 et 2010



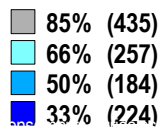
1 installation (chef ou coexploitant hors conjoint au moins 10 ans plus jeune que le chef) pour n départs

Source: Agreste recensements agricoles 2000 et 2010 – traitement Institut de l'Élevage

En 2010, 224 cantons (-18 par rapport à 2000) regroupent 33% des vaches laitières, 408 cantons (-26 / 2000) 50% des vaches

Concentration des VL françaises en 2010

(tri des cantons par densité décroissante)

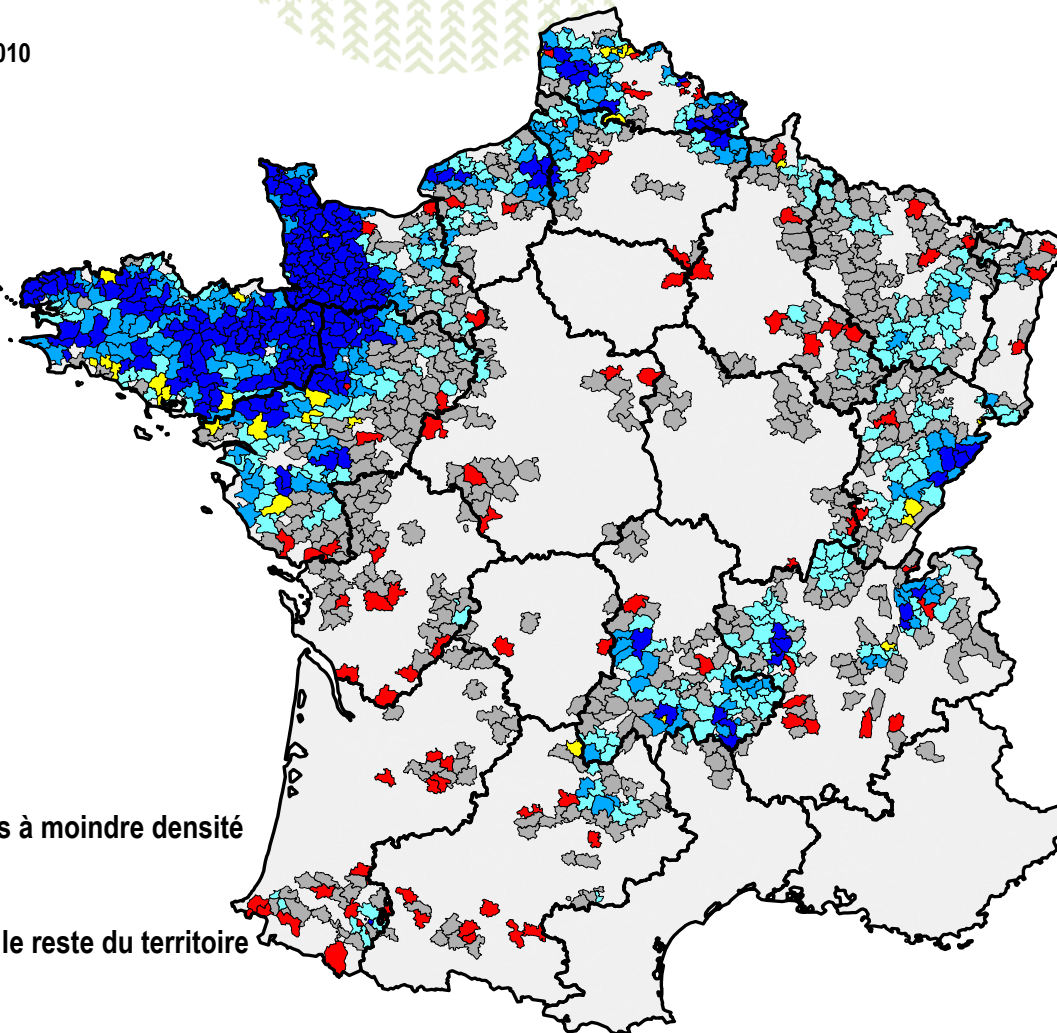
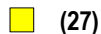


source: Agreste Recensements agricoles 2000 et 2010
- cartographie Institut de l'Elevage

Cantons ayant quitté le top 85% entre 2000 et 2010



Cantons ayant rejoint le top 50%



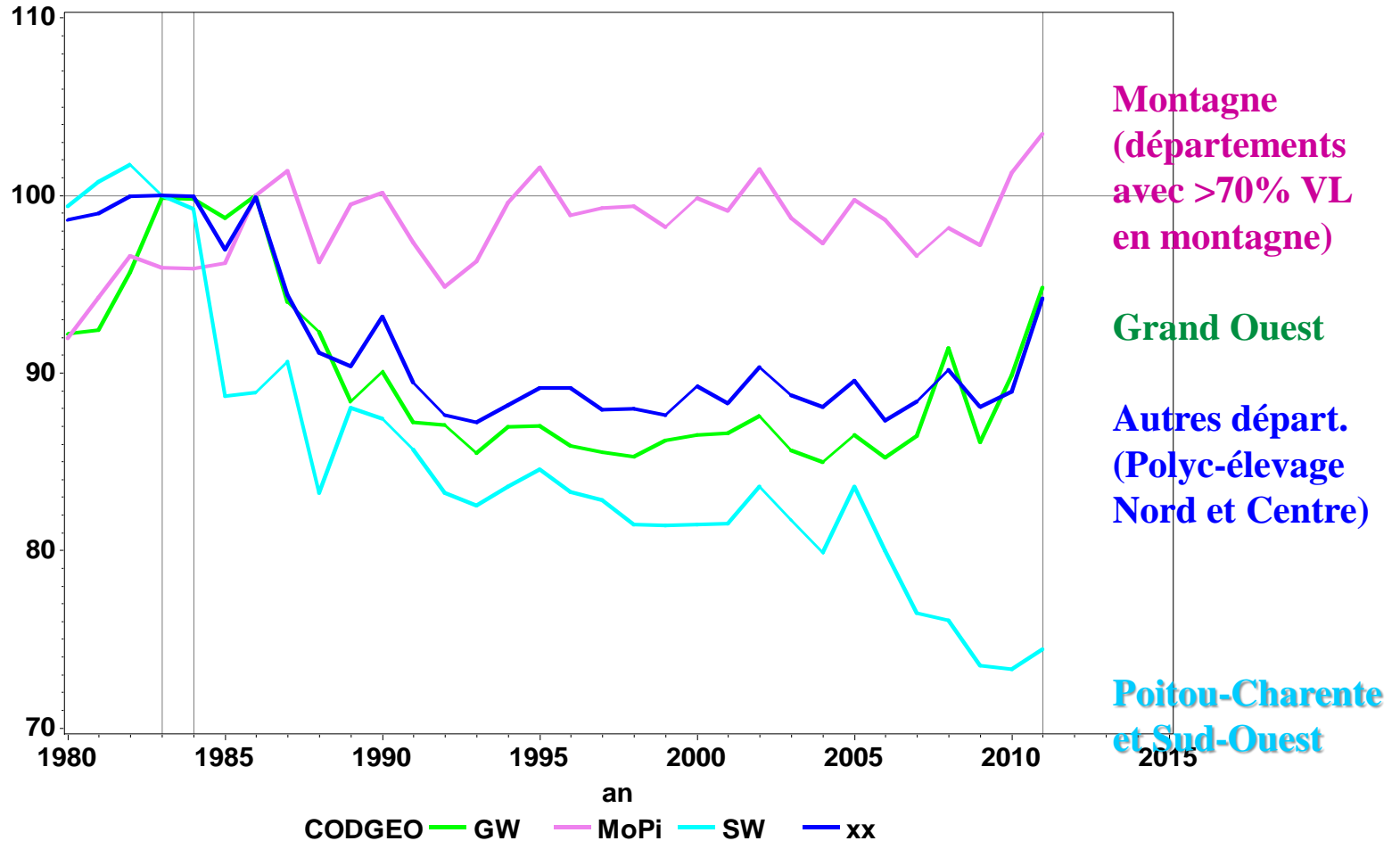
Perte de poids relatif pour les zones à moindre densité
laitière

Mais 15% des vaches réparties sur le reste du territoire

Les quotas, une parenthèse ?

Evolution des livraisons par zone

Indice 100=max 1983-86



Un défi: la différenciation territoriale

- Recomposer des filières stabilisées en zone de **polyculture-élevage**
 - Renforcer les politiques agricoles et laitières nationales et européennes pour la **montagne** et favoriser la démarcation des filières et des productions
 - Favoriser l'expression des avantages comparatifs des **bassins naturellement orientés vers la production laitière** dans le respect de l'environnement
- **Prendre en compte la diversité de la France laitière**
 - Obstacle à la rationalisation des filières ? facteur de typicité des produits ? ou de répartition des risques et de résilience globale ?
 - Un atout et une contrainte ?
 - **Une « boîte à outils » en évolution**
 - Verdissement, couplage, convergence, modernisation-installation, MAE, ICHN, contractualisation,...

Des atouts pour la France et pour l'Ouest

- **Pas de handicap de compétitivité /UE.** Un niveau de productivité du travail qui pèse sur les niveaux de rémunération mais des gains potentiels importants (cf. équipements)
- Un atout précieux: un **coût du foncier maîtrisé** mais une disponibilité abondante collectivement mal gérée ?
- Du **pâturage** et un **coût en aliments concentrés** souvent plus bas.

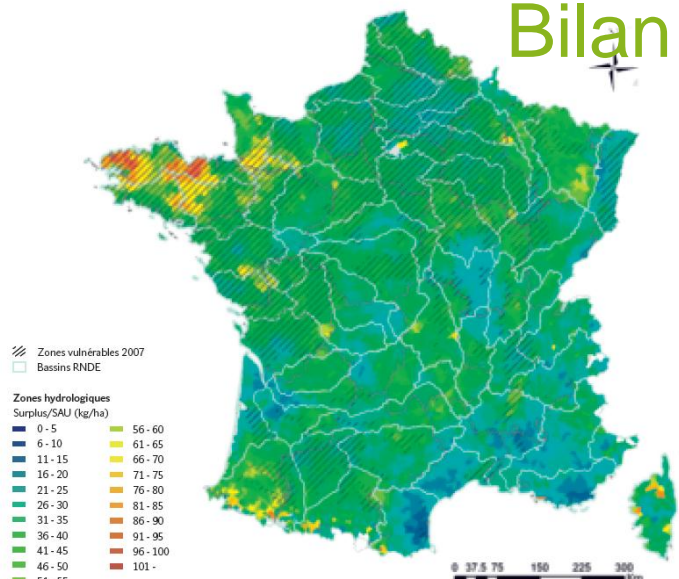
Bassins laitiers denses : prise de conscience des avantages comparatifs (potentiel fourrager herbe-maïs, amont-aval-services-formation).

Des systèmes flexibles avec des réserves de productivité.

Forte densité de producteurs avec peu d'alternatives (?)

- Mais des enjeux environnementaux spécifiques (pour une partie des zones)

Bilan azoté/ha SAU, GES



Nitrates

CONCENTRATION EN NITRATES DANS LES EAUX DE SURFACE (EN PERCENTILE 90)

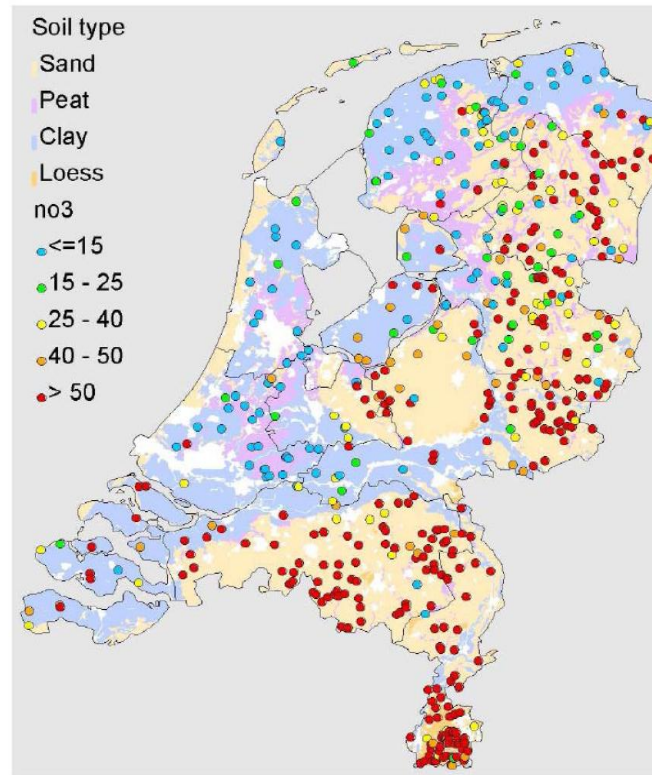


Figure 2. Geographical distribution of monitoring results for nitrate (2004-2006) in the Netherlands (RIVM, 2008).

4- La spécialisation des exploitations laitières est-elle inéluctable ?



Baptiste LELYON - *Institut de l'Élevage, Paris*

Vincent CHATELLIER - *INRA Nantes*

Problématique et méthode

- **Quelles stratégies productives des éleveurs laitiers de l'Ouest face à :**

- La suppression des quotas laitiers
- La forte volatilité des prix (du lait, des intrants et des cultures de vente)

- **Un modèle bio-économique pour représenter le fonctionnement des élevages laitiers**

- L'objectif de l'éleveur : maximiser l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)
- Intègre des informations relatives à la production, aux prix et à la politique
- Le fonctionnement du modèle est dicté par le contexte économique (équilibre relatif des prix entre inputs et outputs) du fait de l'objectif de maximisation de l'EBE

Le fonctionnement du modèle

Données entrant dans le modèle

Caractéristiques de l'exploitation

- Structure

SAU, Quota, Main œuvre...

- Biologie

Equilibre ration, rendement laitier, fertilisation...

- Technique, coûts de production

Taux de renouvellement, mortalité...

- Réglementaire

DPU, maintien des prairies, directive nitrate, PHAE

- Prix

Lait, céréales, viande, concentrés, fertilisants...

Module d'optimisation

Optimisation

Maximisation de l'EBE :

Prend en compte :

Respect des contraintes de production

Equilibre relatif des prix (concentrés / lait)

Données sortant du modèle

Variables d'optimisation

- Revenu : EBE

- Equilibre entre les différentes productions

Assolement, nombre de vache, rendement laitier

- Niveau d'intensification du système

UGB/Ha, Azote/ha lait/ha...

Le fonctionnement du modèle

- **Interactions entre le système alimentaire et fourrager**
 - Rations déterminées par les besoins nutritionnels (Inra 2007, Shalloo 2004)
- **4 périodes sont prises en compte (Berentsen et al, 2002)**
 - La saisonnalité de la production de l'herbe (rendement et composition)
 - La répartition de la main d'œuvre
- **Le niveau de production laitier n'est pas fixe**
 - La production laitière n'est pas linéaire (La Fleur et al, 2010)
besoins alimentaires plus élevés pour produire du lait supplémentaire
- **L'aversion au risque face aux variations de prix (Hardaker, 2004)**
 - Maximise le revenu... tout en minimisant sa variabilité
 - Le producteur préférera un revenu plus stable, même si cela engendre le sacrifice de revenus potentiellement plus élevés

Le modèle optimise le plan de production

- **Le modèle détermine l'affectation des facteurs de production entre les activités**

- Le nombre des animaux : vaches laitières, veaux, génisses, jeunes bovins
- Le rendement laitier des vaches
- La composition de la ration : équilibre fourrages/ concentrés
- L'assolement des cultures : équilibre fourrages/cultures de vente

Le modèle est appliqué à 4 types d'exploitations

- **Lait + Jeunes bovins (100 ha, 400 000 l de quota)**
 - Intensif, alimentation à base de maïs, rendement laitier (8000 à 9000 l/VL)
- **Lait + céréales (137 ha, 460 000 l de quota)**
 - Intensif, alimentation à base de maïs, rendement laitier (7500 à 8500 l/VL)
- **Semi-intensif (50 ha, 290 000 l de quota)**
 - Petite SAU, maïs et herbe, rendement laitier (7500 à 8500 l/VL)
- **Herbager (78 ha, 285 000 l de quota)**
 - Extensif, alimentation à l'herbe, faible rendement laitier (5000 à 6000 l/VL)

Le scénario de sortie des quotas laitiers

● Une situation de référence moyenne 2006-2010

- Prix du lait (300 euros par tonne)
- Charges opérationnelles et charges fixes
- Simulation à structure constante (main d'œuvre, foncier, exception des bâtiments)

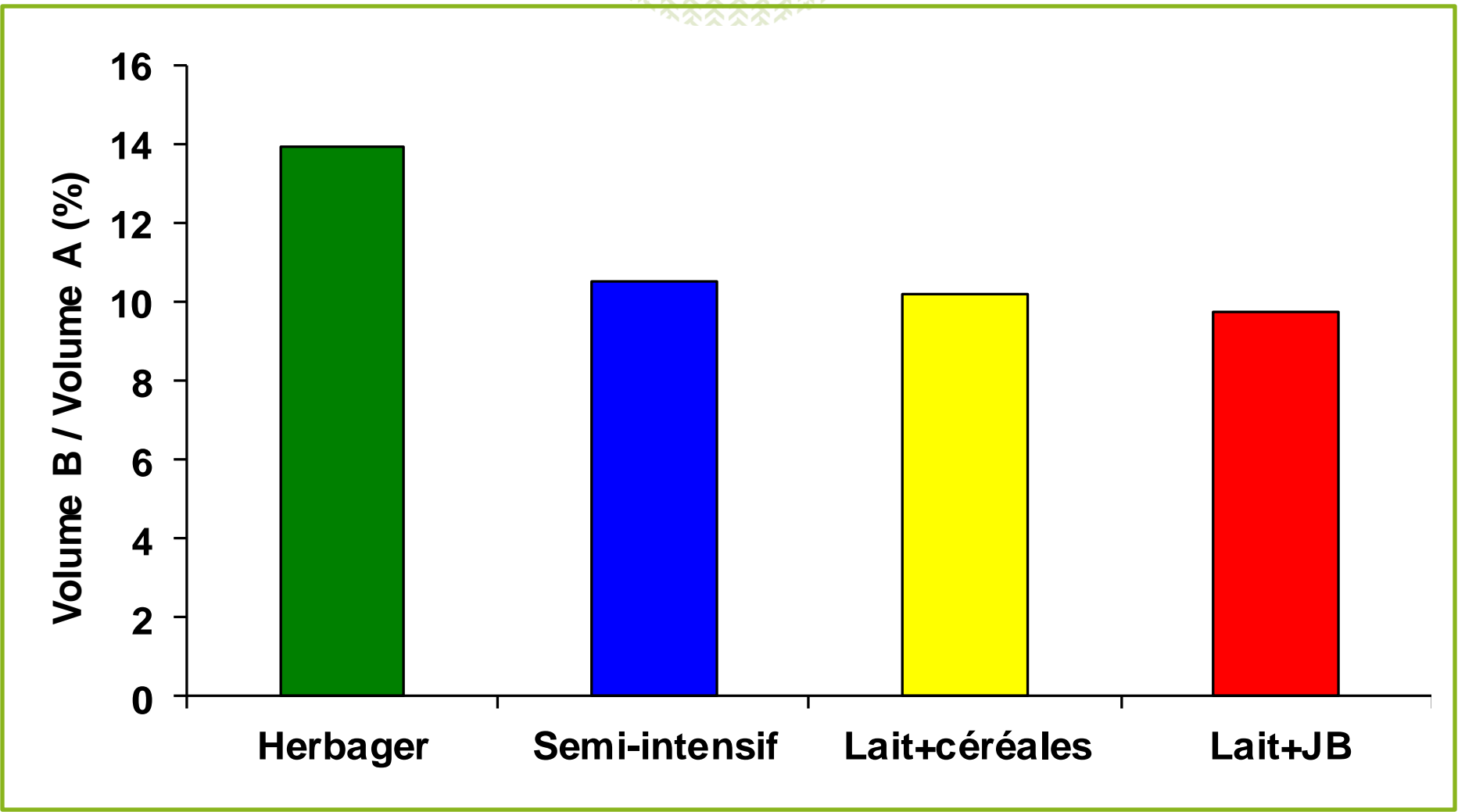
● Une hypothèse de contractualisation

(d'autres sont bien évidemment possibles)

- Instauration d'une contractualisation du type «Double volume – Double prix»
 - **Volume A** : 100 % du quota laitier de l'exploitation (historique)
 - * Le prix du lait est fixe : 300 €/t
 - **Volume B** : **volume additionnel et facultatif** (maximum : +30%)
 - * Le prix du lait est moins élevé et plus variable que pour le volume A
 - * Le prix du lait s'ajuste aux quantités globales produites (+1% de volume supplémentaire équivaut à -3% de prix)

Impact du scénario sur la production de lait en volume B

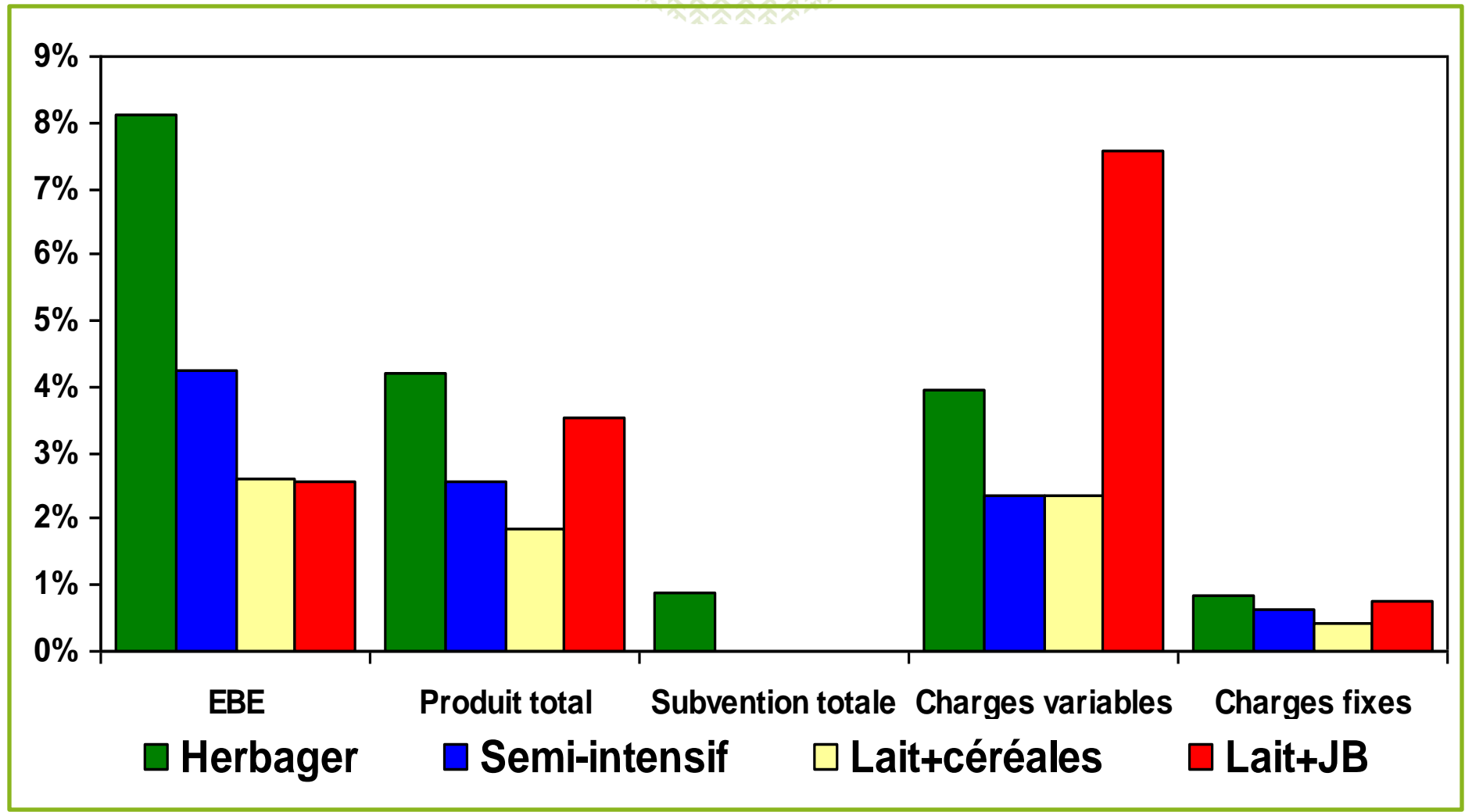
Variation en % du volume A



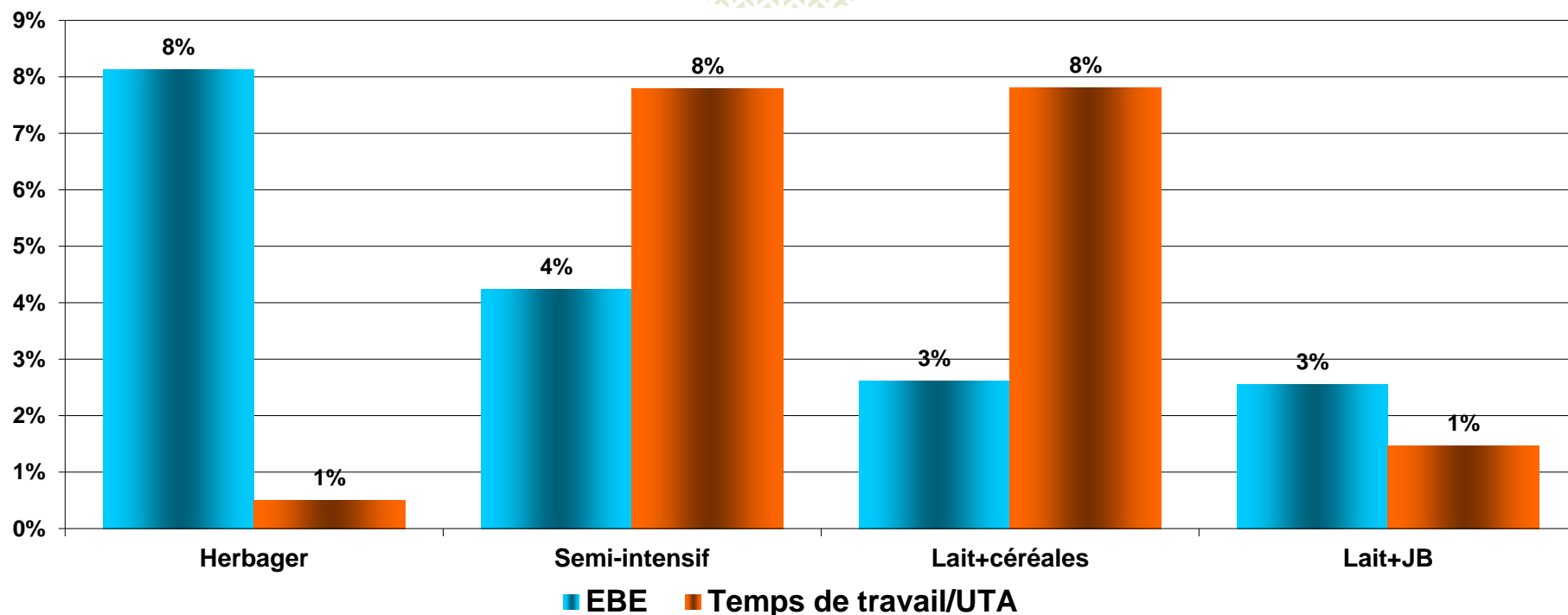
Principaux enseignements de la simulation

- **Un potentiel de développement à structure constante**
 - La production de lait par hectare de SAU est plus faible en France que chez de nombreux concurrents européens
 - * Lien étroit, du moins en France, entre l'attribution des quotas laitiers et le foncier
 - * Possibilité d'une augmentation des surfaces fourragères au détriment des céréales
 - * Spécialisation renforcée en lait au détriment des jeunes bovins
- **Herbager** : un fort potentiel de production
 - Une spécialisation accentuée en production laitière (peu d'opportunités)
- **Semi-intensif** : les contraintes (bâtiment et foncier) jouent pleinement
 - Une intensification basée sur le développement du maïs fourrage
- **Lait+Céréales** : un potentiel, mais qui dépend du prix des céréales
 - Un renforcement de la place du maïs dans la SFP
- **Lait+Jeunes bovins** : une probable spécialisation laitière
 - Un abandon des jeunes bovins selon l'efficacité de l'atelier

Impact du scénario sur les résultats économiques

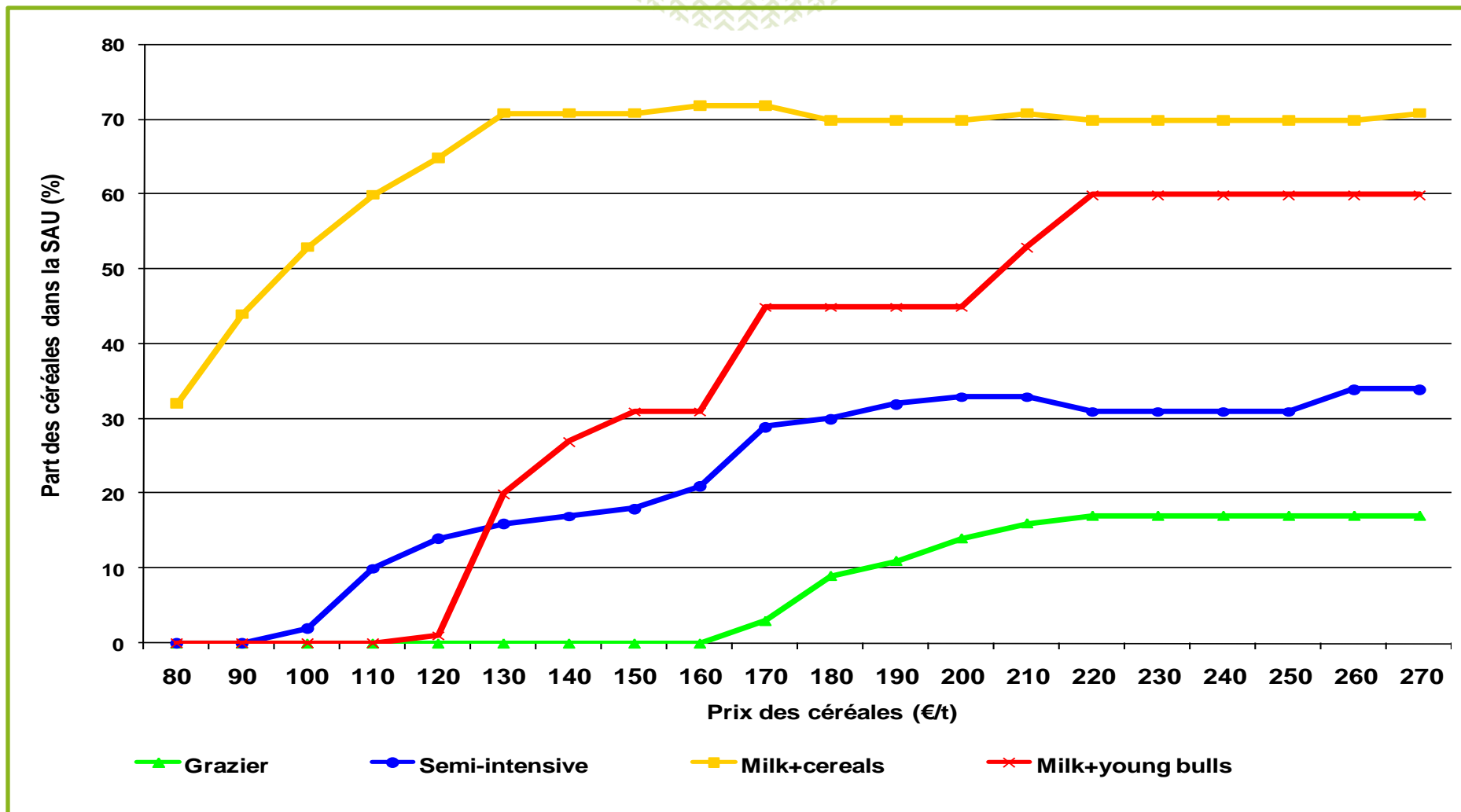


Des conditions de travail hétérogènes



- Herbager et Lait+JB : des marges de manœuvre (rendement laitier et diminution JB)
- Semi-intensif et lait+céréales : l'EBE augmente proportionnellement moins que la charge de travail supplémentaire

Prix relatifs et substitutions productives



Prix relatifs et substitutions productives

● Aucune exploitation arrête la production laitière

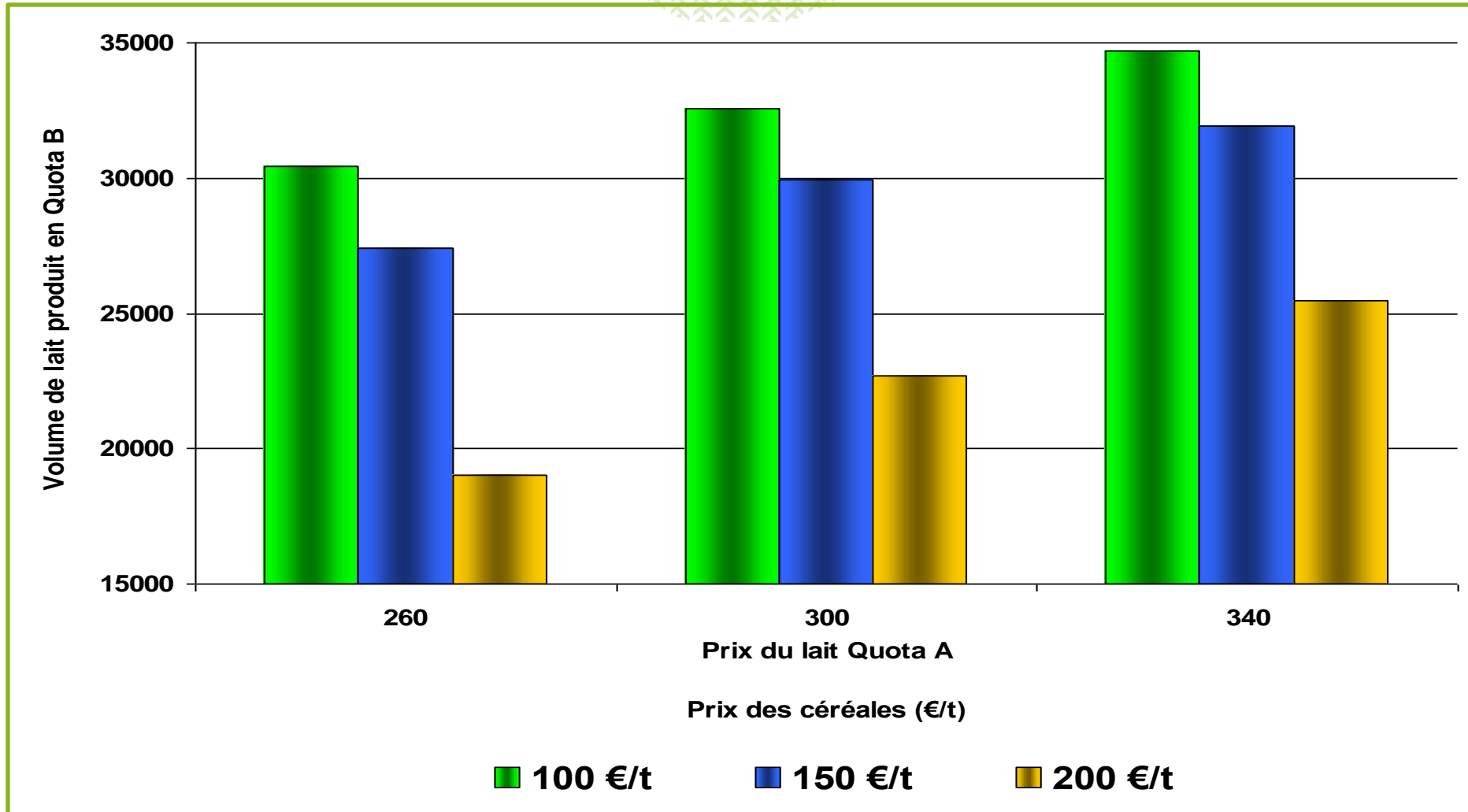
- L'activité laitière n'est remise en cause qu'en cas de modification de structure (départ associé, agrandissement)
- Coûts fixes élevés
- Surface insuffisante pour atteindre le seuil de rentabilité en grandes cultures
- Part de prairies de plus de 5 ans (non labourables) freine le processus

● Augmentation progressive des superficies de céréales en fonction des prix

- L'exploitation lait+JB supprime progressivement la production de taurillons

Volume B en fonction du prix du lait A et des céréales ⁶⁷

(exploitation semi-intensif)



Une spécialisation inéluctable ?

- **Les choix dépendront de l'équilibre relatif des prix**
... mais aussi de l'évolution du mode d'allocation des aides
- **Une spécialisation laitière des zones herbagères**
 - Peu d'opportunité pour d'autres productions
- **Le caractère « *risquophobe* » des producteurs et l'augmentation de la volatilité :**
 - Limiter la spécialisation des exploitations culture-élevage de l'ouest
 - Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier
 - Profiter de périodes favorables sur une production pour compenser une autre
 - Peu de conversion totale en céréales sauf si changement de structure
 - Un risque important pour la production de jeunes bovins : l'arrêt de l'activité permet d'augmenter la production laitière et/ou les céréales

Conclusion

● Une nécessaire différenciation des stratégies

- Une stratégie technique (autonomie du système, performance économique et productivité)
- Une stratégie entrepreneuriale (choix des productions, commercialisation et investissements)
- Une stratégie patrimoniale (cessibilité de l'entreprise et valorisation du capital accumulé)

● Vers de nouveaux équilibres : autonomie, diversification et productivité

- Le rôle important du foncier (règles environnementales et potentialités de développement)
- Les formes d'organisation du travail en agriculture

● La création de valeur au centre de la stratégie d'investissement

- Adopter une politique fiscale qui incite moins à l'accumulation de capital...
...et plus à l'atténuation de la volatilité et à l'adoption de systèmes innovants

Merci de votre attention

